



RAPPORT FINANCIER 2008

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU JEUDI 19 MAI 2009

SOMMAIRE

COMPTES CONSOLIDÉS



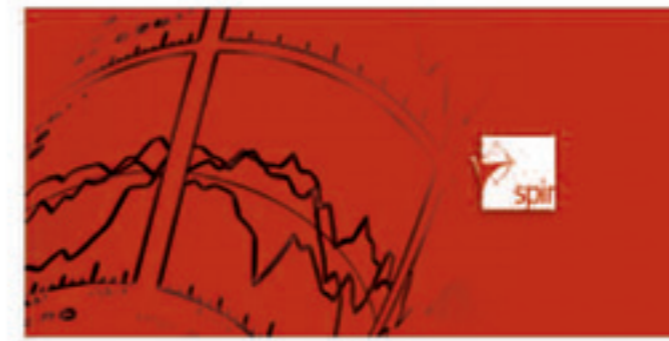
- Rapport de gestion page 6
- Bilan consolidé page 12
- Compte de résultat consolidé page 14
- Tableaux de flux de trésorerie page 15
- Variation des capitaux propres consolidés page 16

ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDÉS



- Annexe des comptes consolidés page 20
- Explication des postes du bilan et du compte de résultat page 26
- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés page 48

COMPTES SOCIAUX



- Comptes sociaux de la société mère Spir Communication SA page 52
- Annexe des comptes sociaux page 55
- Rapport général des commissaires aux comptes page 64

AUTRES RAPPORTS ET DOCUMENTS JURIDIQUES



- Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées page 68
- Rapport sur les procédures de contrôle interne mises en place par le groupe Spir Communication page 71
- Rapport des commissaires aux comptes sur le contrôle interne page 76
- Projet de résolutions (proposées à l'assemblée générale mixte du 19 mai 2009) page 77
- Liste des mandats des mandataires sociaux Spir Communication page 82

Évolution du cours de l'action par rapport à l'indice SBF 250 (en euros)



ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL
EXERCICE 2008

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

PATRICK LELEU

Président du Conseil d'administration

COMPTES CONSOLIDÉS

RAPPORT DE GESTION - PAGE 6

BILAN CONSOLIDÉ - PAGE 12

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ - PAGE 14

TABLEAUX DE FLUX DE TRÉSORERIE - PAGE 15

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS - PAGE 16

RAPPORT DE GESTION

L'ANNÉE 2008 EST POUR LE GROUPE SPIR COMMUNICATION UNE ANNÉE DIFFICILE MARQUÉE PAR UNE CRISE ÉCONOMIQUE QUI AFFECTE SES DEUX PRINCIPAUX MARCHÉS DE LA PETITE ANNONCE : L' AUTOMOBILE ET L' IMMOBILIER. DANS CE CONTEXTE, LA DIFFUSION DES JOURNAUX D'ANNONCES, QU'ILS SOIENT GÉNÉRALISTES (TOPANNONCES) OU THÉMATIQUES (LOGIC-IMMO ET LA CENTRALE) SOUFFRE DE LA CONCURRENCE D'INTERNET CE QUI CONDUIT À UNE BAISSÉ DE SON CHIFFRE D'AFFAIRES DE 7%. GRÂCE À SES INVESTISSEMENTS ANTÉRIEURS, LE GROUPE SPIR COMMUNICATION EST FORTEMENT PRÉSENT SUR LE MARCHÉ DE LA DIFFUSION D'ANNONCES SUR INTERNET AVEC LES SITES TOPANNONCES.FR, LOGIC-IMMO.COM, LACENTRALE.FR, CARADISIAC.COM ET LEBONCOIN.FR. L' ENSEMBLE DES SITES REPRÉSENTE AUJOURD'HUI UN CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL DE 45,9 MILLIONS D'EUROS EN PROGRESSION DE 37,6% ET REPRÉSENTE 13,6% DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU PÔLE CLASSIFIED.

L' ACTIVITÉ HISTORIQUE DU PÔLE MAIL, PRINCIPALEMENT LA DISTRIBUTION NON ADRESSÉE, RÉSISTE MIEUX AVEC UNE CROISSANCE DE SON CHIFFRE D'AFFAIRES DE PLUS DE 4%. LE PROSPECTUS DISTRIBUÉ EN BOÎTE AUX LETTRES EST CONFIRMÉ EN PÉRIODE DE CRISE ÉCONOMIQUE COMME SUPPORT DE COMMUNICATION EFFICACE ET DE PROXIMITÉ.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 14 FÉVRIER 2008 A DÉCIDÉ D'EFFECTUER UN REPOSITIONNEMENT STRATÉGIQUE DE SON ACTIVITÉ DE DISTRIBUTION ADRESSÉE. CE RECENTRAGE S'EST TRADUIT PAR LA FERMETURE DU RÉSEAU DÉDIÉ AU COURRIER : ADREXO MAIL. L' ENSEMBLE DES COÛTS LIÉS À L' ARRÊT DE CETTE ACTIVITÉ REPRÉSENTE UN MONTANT DE 9,4 MILLIONS D'EUROS, Y COMPRIS L' EFFET DE L' IMPÔT, COMPTABILISÉ EN RÉSULTAT NET D'IMPÔT DES ACTIVITÉS ARRÊTÉES. LES ÉTATS FINANCIERS DE L' ANNÉE 2007 ONT ÉTÉ RETRAITÉS POUR COMPTABILISER LES COÛTS ADREXO MAIL DE LA MÊME MANIÈRE.

POSTÉRIEUREMENT À LA CLÔTURE DU 31 DÉCEMBRE 2008, LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 20 JANVIER 2009 A PRIS ACTE DE LA DÉMISSION DE MONSIEUR PHILIPPE LÉONI ET A NOMMÉ MONSIEUR PATRICK LELEU PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL À COMPTER DU 1ER FÉVRIER 2009.

EVOLUTION DU GROUPE SPIR COMMUNICATION EN 2008 :

Les comptes consolidés de l'exercice 2008 ainsi que les informations comparatives 2007 ont été préparés en appliquant les seules règles de reconnaissance et d'évaluation figurant dans les normes IFRS et interprétations IFRIC adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2008.

La base de préparation des informations financières consolidées résulte en conséquence des normes IFRS et interprétations IFRIC applicables de manière obligatoire au 31 décembre 2008 telles qu'elles sont adoptées au 31 décembre 2008 par l'Union Européenne.

Suite à la décision du conseil d'administration du 14 février 2008 consistant en la fermeture du réseau dédié courrier Adrexo Mail, les coûts et le chiffre d'affaires liés à cette activité ont été présentés sur une ligne distincte du compte de résultat, "Activités arrêtées", et font l'objet d'un retraitement dans le tableau des flux de trésorerie. Les états financiers de l'année 2007 ont été retraités selon les mêmes modalités.

Les actifs et passifs de l'activité arrêtée ne sont pas présentés sur des lignes séparées au bilan du groupe. Ils représentent au 31 décembre 2008 des charges à payer pour un montant de 594 milliers d'euros.

COMPTES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	2008	2007	Variation
Chiffre d'affaires	650,1	647,1	+0,5%
Résultat opérationnel courant	37,7	61,6	-38,8%
Résultat opérationnel	33,9	62,2	-45,5%
Résultat net consolidé	10,5	29,1	-63,9%
Résultat net part du groupe	10,5	29,8	-64,6%

LE CHIFFRE D'AFFAIRES :

Le groupe Spir Communication a enregistré en 2008 une croissance de son chiffre d'affaires de 0,5%.

Cette croissance est notamment due à l'intégration depuis le 1er juillet 2007 de l'activité La Centrale qui représente un peu plus de 6 millions d'euros dans la variation du chiffre d'affaires.

LE RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT:

Le résultat opérationnel courant est en baisse de 38,8% à 37,7 millions d'euros. Les principales évolutions sont :

- une forte dégradation du marché de la publicité locale ayant pour conséquence une baisse de chiffre d'affaires importante principalement pour les journaux gratuits généralistes,
- des coûts de structure (frais de personnel et frais généraux) investis sur le pôle Mail afin d'améliorer la qualité de la distribution non adressée, de développer l'activité livraison de colis à travers un réseau de Relais-Colis et une nouvelle offre nationale de livraisons de colis répondant aux besoins du marché.

LE RÉSULTAT OPÉRATIONNEL:

Après comptabilisation d'une provision pour restructuration sur le Pôle Classified d'un montant de 2,8 millions d'euros, le résultat opérationnel s'élève à 33,9 millions d'euros soit un recul de 45,5%.

LE RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ :

Après prise en compte de l'impôt (10,6 millions d'euros), de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence (0,7 million d'euros) et du résultat net d'impôt des activités arrêtées (9,4 millions d'euros), le résultat net consolidé s'élève à 10,5 millions d'euros contre 29,1 millions d'euros en 2007.

LE RÉSULTAT NET PART DU GROUPE :

Le résultat net part du groupe s'élève à 10,5 millions d'euros contre 29,8 millions d'euros en 2007. Le résultat net part du groupe par action, calculé sur 6 245 411 actions, s'élève à 1,68 euros.

LE BILAN :

Les fonds propres du groupe s'élèvent à 247 millions d'euros. Ils diminuent de 21,9 millions d'euros suite à une distribution de dividendes de 30,4 millions d'euros.

L'endettement financier long terme (hors prise en compte de la trésorerie disponible) s'élève à 98,6 millions d'euros. Le financement de l'acquisition du solde des actions Adrexo Sud-Ouest (35%) pour un montant de 9 millions d'euros est compensé par les remboursements d'emprunts de l'exercice pour un montant équivalent.

Le ratio Endettement net / Fonds propres (« gearing ») s'élève à 45%.

Le groupe a une gestion équilibrée de son endettement long terme avec :

- 52,5 millions constitués de prêts auprès de ses actionnaires Sofiouest et Prépart dont la rémunération est le taux Euribor 6 mois + 25 points de base,
- 31,1 millions d'euros constitués de crédit-baux dont la rémunération est principalement un taux fixe avec une valeur moyenne de 4,28%, marge incluse,
- 8 millions d'euros constitués d'un prêt bancaire dont la rémunération est un taux fixe de 4,475%, marge incluse,

- 9 millions d'euros constitués d'un prêt bancaire dont la rémunération est un taux fixe de 4,98%, marge incluse.

La maturité des emprunts et des crédits-baux est de 4 ans. Le taux moyen du financement par endettement long terme est de 4,49%, marge incluse.

Les actifs immobilisés nets (actifs non courants y compris impôts différés) diminuent légèrement, de 1,5 million d'euros, et atteignent 373,5 millions d'euros malgré les investissements suivants :

- l'acquisition du solde des actions de la société Adrexo Sud-Ouest, société de distribution non adressée basée dans le Sud-Ouest, pour un montant de 9 millions d'euros,
- l'acquisition du solde des actions de la société Distrihome, société de distribution de colis aux particuliers, pour un montant de 2,5 millions d'euros.

LE TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE :

Les flux nets de trésorerie générés par les activités suivent la même évolution que celle du résultat opérationnel avec un recul de 31,4% à 48,9 millions d'euros contre 71,3 millions d'euros en 2007.

Les investissements nets ont été fortement réduits à 21,9 millions d'euros. Hors l'acquisition de 35% de la société Adrexo Sud Ouest financée par emprunt, les investissements nets s'élèvent à 12,9 millions d'euros.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement sont négatifs à -24,1 millions d'euros, le paiement de dividendes s'étant élevé à la somme nette de 30,4 millions d'euros en 2008.

EVOLUTION DES ACTIVITES DU GROUPE

Par rapport au chiffre d'affaires du 31 décembre 2007, la contribution de chaque activité à l'évolution globale du chiffre d'affaires consolidé du groupe est la suivante :

- -9,3 millions d'euros pour le pôle Classified soit -2,7%,
- +12,3 millions d'euros pour le pôle Mail soit +4,1%,

CLASSIFIED :

L'évolution du pôle Classified est la suivante :

(en milliers d'euros)	2008	2007	Variation
Chiffre d'affaires TOTAL	351 436	360 359	-2,5%
Chiffre d'affaires EXTERNE	337 181	346 483	-2,7%
dont Print	291 377	313 204	-7%
dont Web	45 805	33 279	37,6%
Résultat opérationnel courant	21 982	35 407	-37,9%
dont Print	12 171	29 173	-58,3%
dont Web	9 811	6 234	57,4%
Taux de ROC / CA	6,3%	9,8%	-36,3%

La baisse du chiffre d'affaires du pôle Classified est le résultat :

- d'une augmentation de 37,6% soit +12,5 millions de chiffre d'affaires internet grâce à la bonne performance sur les segments immobiliers (+4,5 millions d'euros soit +36,3%), automobile avec les sites internet *caradisiac.com* et *lacentrale.fr* (+5 millions d'euros soit +53,5%) ainsi que généralistes avec la bonne performance du site *leboncoin.fr* (+3 millions d'euros soit +26,2%).
- et d'une baisse du chiffre d'affaires print de 7% soit -21,8 millions d'euros. Cette baisse s'explique principalement par la crise économique qui affecte fortement les investissements publicitaires presse au second semestre 2008.

Le résultat opérationnel courant du pôle Classified est en recul de 37,9% à 22 millions d'euros. Cette baisse de 13,4 millions d'euros résulte :

- sur le Print, d'une perte de marge liée à la baisse du chiffre d'affaires,
- sur le Web, d'une croissance du résultat opérationnel courant de 57,4% à 9,8 millions d'euros, principalement liée au site internet *leboncoin.fr* qui est devenu bénéficiaire depuis le mois d'août 2008.

MAIL :

L'évolution du pôle Mail est la suivante :

(en milliers d'euros)	2008	2007	Variation
Chiffre d'affaires TOTAL	333 525	321 519	3,7%
Chiffre d'affaires EXTERNE	312 908	300 600	4,1%
dont Distribution non adressée	252 608	244 577	3,3%
dont Distribution adressée	60 300	56 023	7,6%
Résultat opérationnel courant	15 754	26 218	-39,9%
dont Distribution non adressée	17 064	24 957	-31,6%
dont Distribution adressée	(1 310)	1 261	-203,4%
Taux de ROC / CA	4,7%	8,2%	-42,1%

La croissance du chiffre d'affaires du pôle Mail est caractérisée par :

- une bonne tenue du chiffre d'affaires Distribution Non Adressée (+8 millions d'euros). Cette croissance est uniquement due à une conquête de nouveaux clients malgré un contexte économique difficile et confirme l'efficacité du prospectus publicitaire,
- une croissance du chiffre d'affaires de l'activité Distribution Adressée de 4,3 millions d'euros principalement liée à l'enrichissement de l'offre colis. Le résultat opérationnel courant du pôle Mail est en recul de 39,9% à 15,8 millions d'euros. Cette baisse de 10,5 millions d'euros s'explique par :
- sur la Distribution Non Adressée, une baisse de 7,9 millions d'euros principalement suite à un renforcement des structures (frais de personnel et frais généraux) afin d'améliorer la qualité ainsi qu'une évolution plus importante que prévue du SMIC et du prix du carburant,
- sur la Distribution Adressée, une baisse de 2,6 millions d'euros dont l'origine est le coût du déploiement d'un réseau de relais-colis dans le cadre de l'enrichissement de l'offre colis.

EVOLUTION DE LA SOCIETE SPIR COMMUNICATION SA :

COMPTES SOCIAUX :

Les principaux soldes du compte de résultat de la société Spir Communication SA sont les suivants :

(en millions d'euros)	2008	2007	Variation
Chiffre d'affaires	105,3	125,0	-15,8%
Résultat d'exploitation	15,8	16,6	-4,8%
Résultat financier	25,4	(1,4)	
Résultat exceptionnel	(0,3)	5,2	
Impôt	(2,9)	(4,1)	-29,3%
Résultat net	38,0	16,3	133,1%

Le chiffre d'affaires étant principalement constitué des droits de régie versés par sa filiale Régicom qui commercialise l'espace publicitaire des journaux gratuits appartenant à Spir Communication, le recul de 15,8% en 2008 est lié à la baisse du chiffre d'affaires de la société Régicom.

Le résultat d'exploitation est stable en raison de la baisse importante des coûts de fabrication des journaux.

Le résultat financier est constitué de dividendes perçus des filiales et des coûts du financement de la trésorerie. Le montant des dividendes perçus des filiales s'est élevé à 33,7 millions d'euros en 2008 contre 1,9 million d'euros en 2007.

Le résultat exceptionnel est légèrement négatif à 0,3 million d'euros. En 2007, le résultat exceptionnel important provenait de l'opération de rapprochement avec le groupe Schibsted qui avait conduit, après un apport de sa filiale Caradisiac, à une prise de participation de 50% dans la société CarBoatMédia Holding, dont l'une des filiales est éditrice des sites internet *caradisiac.com*, *lacentrale.fr* et *annoncesbateau.com* ainsi que des journaux La Centrale et Annonces du bateau.

PRISE DE PARTICIPATIONS FINANCIERES :

Concernant les participations financières, en 2008, Spir Communication SA a réalisé les opérations suivantes :

- l'acquisition de 1 004 actions complémentaires de la société Mobiljob, société éditrice du site internet *mobiljob.com*, pour un montant de 205 milliers d'euros,
- la cession de 651 750 actions de la société Publihebdos pour un montant de 1 186 milliers d'euros.

ACTIVITES ET RESULTATS DES FILIALES :

Les résultats sociaux des principales filiales de la société Spir Communication sont les suivants :

Filiale (en millions d'euros)	CA 2008	CA 2007	Résultat 2008	Résultat 2007
Régicom				
Régie journaux gratuits	172,5	203,1	(16,2)	(8,5)
Adrexo				
Distribution d'imprimés	275,0	262,5	(0,3)	7,1
Cip				
Gestion administrative	26,7	27,4	0,1	0,2
Imprimeries IPS				
Imprimerie rotativiste	115,4	131,5	5,4	7,9
Concept Multimédia				
Edition thématiques immobiliers	80	77,5	6,9	9,1
Mobiljob				
Edition de site Internet	0,4	0,6	0,1	(0,7)
CarBoatMédia Holding				
Holding	0	0	(2,4)	(0,8)
20 minutes France				
Edition de journaux d'information gratuits	49,4	44,7	(0,1)	(2,4)
Editions Aixoises Multimédia				
Edition de site Internet	5,7	0,7	(0,7)	(3,4)
S3G Com				
Edition journaux gratuits d'annonces	50,3	55,8	2,8	4,5
Interhebdos				
Edition journaux gratuits d'annonces	1,6	1,7	0	0

ACTIONNARIAT ET COURS DE BOURSE :

Composition de l'actionnariat au 31 décembre 2008

Au 31 décembre 2008, la répartition du capital de la société Spir Communication SA est la suivante :

	Nombre d'actions détenues 31/12/2008	% du capital 31/12/2008	% du capital 31/12/2007	% des droits de vote 31/12/2008
Prépart SCS	3 485 692	55,8%	55,8%	53,2%
Sofiouest SA	662 348	10,6%	10,6%	17,1%
Actions propres	161 393	2,6%	2,5%	
PUBLIC	1 935 978	31,0%	31,1%	29,7%
TOTAL	6 245 411	100,0%	100,0%	100,0%

Nous vous rappelons que les filiales contrôlées par notre société ne détiennent aucune action de notre capital social.

Les salariés du groupe Spir Communication détiennent moins de 1% du capital à travers le plan d'épargne entreprise.

EVOLUTION DU COURS DE BOURSE :

L'évolution du cours a été la suivante : nous avons débuté l'année avec un cours de 72,44 euros; comme la plupart des valeurs moyennes de la Bourse de Paris, notre cours a ensuite diminué régulièrement pour clôturer l'année à 19,79 euros le 31 décembre 2008.

OPTIONS DE SOUSCRIPTION ET D'ACHAT D'ACTIONNAIRES :

Aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été attribuée au cours de l'exercice.

La situation des options valides se présente ainsi au 31 décembre 2008 :

Date d'attribution et type d'option	Prix d'exercice (1 action pour 1 option)	Options valides non encore exercées au 31/12/2008	Eventuelle augmentation de capital en résultant	Période d'exercice
08/03/2001 Achat	73,07 euros	3 000	0	08/03/2006 au 07/03/2009
28/02/2002 Achat	74,46 euros	2 000	0	28/02/2006 au 28/02/2010
22/05/2003 Achat	65,51 euros	6 500	0	22/05/2007 au 22/05/2011
19/05/2004 Achat	111,72 euros	17 900	0	19/05/2008 au 19/05/2012
19/05/2005 Achat	147,02 euros	26 400	0	19/05/2009 au 19/05/2013
18/05/2006 Achat	122,91 euros	36 050	0	18/05/2010 au 18/05/2014
15/05/2007 Achat	105,26 euros	35 825	0	15/05/2011 au 15/05/2015
TOTAL		127 675		

Les options d'achats d'actions détenues par Monsieur Philippe Léoni, Président démissionnaire depuis le conseil d'administration du 20 janvier 2009 ont été annulées.

REMUNERATIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX :

Nous vous rappelons que Monsieur Philippe Léoni a quitté ses fonctions de Président Directeur Général lors du conseil d'administration du 20 janvier 2009. Monsieur Philippe Léoni a été remplacé par Monsieur Patrick Leleu.

Lors de sa séance du 16 décembre 2008, le conseil d'administration a estimé que les recommandations publiées conjointement le 6 octobre 2008 par l'AFEP et le MEDEF relatives aux conditions de rémunération des mandataires sociaux des sociétés cotées s'inscrivaient pleinement dans le cadre de la politique de gouvernance du groupe Spir Communication et a constaté qu'une grande partie de ces recommandations étaient déjà appliquées. En conséquence, et en

application de la loi du 3 juillet 2008 transposant la directive communautaire 2006/46/CE du 14 juin 2006, le code AFEP-MEDEF ainsi modifié constitue désormais le code de gouvernement d'entreprise de référence pour Spir Communication. Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de Commerce, nous vous communiquons la rémunération totale et les avantages de toute nature versés aux mandataires sociaux durant l'exercice 2008 par les sociétés du groupe Spir Communication mais aussi par la société qui contrôle le groupe Spir Communication à savoir la SCS Prépart :

Monsieur Philippe Léoni, Président du conseil d'administration de Spir Communication SA, représentant permanent de Spir Communication à la présidence de Régicom SAS et d'Imprimeries IPS SAS, représentant permanent de Régicom SAS à la présidence de RPN SAS, Président des sociétés CarBoatMédia Holding SAS et CarBoatMédia SAS, en qualité de représentant permanent de Spir Communication au conseil d'administration de 20 minutes France SAS, la somme de 1 118 milliers d'euros. Cette somme se compose :

- d'un salaire annuel fixe égal à 683 milliers d'euros,
- d'un bonus calculé en fonction de l'évolution du chiffre d'affaires par rapport à 2007 et qui s'élève pour l'année 2008 à la somme de 50 milliers d'euros,
- d'une gratification exceptionnelle d'un montant de 350 milliers d'euros,
- d'avantages en nature pour un montant de 15 milliers d'euros,
- de jetons de présence pour un montant de 20 milliers d'euros.

Monsieur Francis Cartoux, Président de la société Imprimeries IPS SAS jusqu'au 31 janvier 2008, administrateur de Spir Communication SA, gérant de la société SCI Les Oiseaux, la somme de 124 milliers d'euros. Cette somme se compose :

- d'un salaire au titre de 2008 égal à 20 milliers d'euros,
- d'une indemnité de départ à la retraite légale d'un montant de 94 milliers d'euros,
- de jetons de présence pour un montant de 10 milliers d'euros,

Monsieur François-Régis Hutin, administrateur de Spir Communication SA, cogérant de la société Prépart SCS, Président et administrateur de Sofiouest SA, la somme de 54 milliers d'euros (montant qui n'a pas été versé par une société du groupe Spir Communication) ainsi que 10 milliers d'euros au titre de jetons de présence.

Monsieur Paul Museux, administrateur de Spir Communication SA, cogérant de la société Prépart SCS et Directeur Général de Sofiouest SA, la somme de 58 milliers d'euros (montant qui n'a pas été versé par une société du groupe Spir Communication) ainsi que 20 milliers d'euros au titre de jetons de présence.

Monsieur Camille Thiery, administrateur et membre de comités de Spir Communication SA, administrateur de 20 minutes France SAS et de Concept Multimedia Switzerland SA et membre du conseil de surveillance de CarBoatMédia SAS, la somme 20 milliers d'euros au titre des jetons de présence et la somme de 21 milliers d'euros au titre de prestations de service.

Messieurs **Gérard Bécue** et **Louis Echelard**, administrateurs et membres de comités ont perçu la somme de 20 milliers d'euros au titre des jetons de présence.

Les autres administrateurs **Messieurs François-Xavier Hutin, Philippe Toulemonde, Henri Tracou** ont perçu en 2008 chacun la somme de 10 milliers d'euros au titre des jetons de présence.

Les mandataires sociaux n'ont pas exercé de levées d'options au cours de l'exercice.

OPERATIONS SUR TITRES DES MANDATAIRES SOCIAUX

Toute opération d'achat ou de vente réalisée par un mandataire social sur l'action Spir Communication doit être déclarée à la société afin qu'elle puisse réaliser les formalités de déclaration auprès de l'AMF.

En 2008, les opérations suivantes ont été déclarées :

Bénéficiaire	Date	Opération	Nombre	Prix
Francois-Régis Hutin	10/10/2008	Achat	1 000	19,30
Paul Museux	21/10/2008	Achat	500	19,39
Paul Museux	29/10/2008	Achat	500	19,39
Philippe Leoni	23/10/2008	Achat	410	19,00
Philippe Leoni	24/10/2008	Achat	3 276	18,52
Philippe Leoni	27/10/2008	Achat	3 525	18,43
Philippe Leoni	28/10/2008	Achat	730	18,88
Philippe Leoni	29/10/2008	Achat	1 059	19,11
Francis Cartoux	27/11/2008	Achat	4 000	17,60
Francis Cartoux	27/11/2008	Vente	4 000	17,60

INFORMATIONS SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE :

Conformément aux dispositions de la loi NRE, des informations concernant le développement durable sont communiquées dans le rapport annuel. Le développement durable, notion définie en 1987 par la commission mondiale pour l'environnement et le développement se définit par « la capacité des générations présentes à satisfaire leurs besoins sans compromettre l'aptitude des générations futures à couvrir leurs propres besoins ».

INFORMATIONS DIVERSES :

Conventions relevant de l'article L.225-38 du Code de Commerce :

Nous vous signalons que les conventions entrant dans le champ

d'application des dispositions du Code de Commerce, conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008 et des exercices antérieurs, font l'objet d'un rapport que nos commissaires aux comptes vous soumettront.

Activité en matière de recherche et développement :

Au cours de l'exercice écoulé, l'entreprise a conduit des travaux de recherche et de développement dans le cadre de ses activités internet et distribution adressée mais la nature de ces travaux ne permet pas de les inscrire à l'actif du bilan.

Dépenses non déductibles :

Au titre de l'exercice, les dépenses et charges non déductibles des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés au titre de l'article 39-4 du C.G.I. se sont élevées à 16 245,05 euros.

PRESENTATION DES RESOLUTIONS :

Affectation du résultat :

Il vous est proposé l'affectation et la répartition suivantes du résultat de l'exercice :

Bénéfice de l'exercice :	37 984 683,17 euros
Report à nouveau créditeur:	780 365,00 euros
Soit un total à répartir de	38 765 048,17 euros.

Réserves diverses :	38 765 048,17 euros
Total réparti :	38 765 048,17 euros.

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

	2005	2006	2007	2008 (proposition)
Nombre d'action rémunérées	6 245 411	6 245 411	6 245 411	6 245 411
Distribution totale	31 227 055,00 euros	31 227 055,00 euros	31 227 055,00 euros	0
Dividende par action	5,00 euros	5,00 euros	5,00 euros	0
Avoir fiscal	N/A	N/A	N/A	N/A
Dividende éligible à l'abattement	5,00 euros	5,00 euros	5,00 euros	0
Dividende non éligible à l'abattement	0	0	0	0

Autorisation d'opérer en bourse

Le conseil d'administration a utilisé au cours de l'exercice l'autorisation d'opérer en bourse sur le titre qui lui a été donnée par l'assemblée générale mixte du 20 mai 2008.

- Un contrat de liquidité est en cours avec une société de bourse.

Dans ce cadre, au 31 décembre 2008, la société possédait 9 949 actions Spir Communication dont le prix de revient s'élève à 18,71 euros.

- La société détient 151 444 actions Spir Communication dont le prix de revient s'élève à 103,59 euros pour couvrir les plans d'options d'achat d'actions en cours de validité ou futurs.

Il vous est proposé de renouveler l'autorisation de procéder à des achats et à des ventes d'actions Spir Communication dans la limite de 8% du nombre d'actions composant le capital social au jour de l'assemblée, soit 499 632 actions calculé par rapport au nombre d'actions composant le capital ce jour, le prix maximum d'achat ne pouvant excéder 200 euros par action et le prix minimum de vente ne pouvant être inférieur à 5 euros; ces montants pouvant être ajustés en cas de modification du capital social. Ces acquisitions d'actions pourront être effectuées avec les finalités suivantes par ordre d'intérêt décroissant :

- l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Spir Communication par un Prestataire de Service d'Investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF, avec un plafond de 4% du capital social,
- attribuer des actions aux salariés de la société et des filiales du groupe Spir Communication, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, pour le service des options d'achats d'actions ou pour l'attribution gratuite d'actions aux salariés dans l'application des dispositions de l'article L.225-197-1 et suivants du Code de Commerce
- financer des opérations de croissance externe, en respectant le plafond légal de 5% du capital social.

Les achats ou cessions de ces actions pourront être effectués par tous moyens, y compris par acquisition ou cession de bloc de titres et avec l'utilisation d'instruments dérivés.

PERSPECTIVES D'AVENIR :

Dans un environnement économique particulièrement difficile qui a conduit à envisager un plan de réorganisation de l'activité pré-presse de sa filiale Imprimeries IPS en début d'année 2009, le groupe Spir Communication poursuit la mutation de ses supports de diffusion de petites annonces à travers la gestion rigoureuse de ses actifs de presse imprimée et l'intensification de son développement sur internet qui devrait représenter près de 20% du chiffre d'affaires du pôle Classified fin 2009. Concernant le pôle Mail, la stratégie repose sur l'activité historique de la Distribution Non Adressée et le développement de l'activité de Distribution Adressée à valeur ajoutée, principalement la livraison de colis aux particuliers.

Le Président du conseil d'administration

BILAN CONSOLIDÉ

AU 31/12/2008

Actif (en milliers d'euros)		31/12/2008	31/12/2007
Actifs non courants			
Note 1	Goodwills	217 178	205 964
Note 2	Autres immobilisations incorporelles	22 688	19 461
Note 3	Immobilisations corporelles	82 069	92 813
Note 4	Participations dans les entreprises associées	42 442	42 839
Note 5	Autres actifs financiers	6 097	9 398
Note 6	Impôts différés	3 040	4 548
	Total actifs non courants	373 514	375 023
Actifs courants			
Note 7	Stocks et en-cours	6 868	6 038
Note 8	Clients et autres débiteurs	153 622	144 182
	Créances d'impôt	6 899	4 922
Note 9	Autres actifs courants	2 970	1 979
Note 10	Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 980	14 972
	Total actifs courants	176 339	172 093
	Total de l'actif	549 853	547 116

Passif (en milliers d'euros)		31/12/2008	31/12/2007
Capitaux propres			
	Capital	24 982	24 982
	Primes liées au capital	25 136	25 136
	Réserves	186 344	188 684
Note 11	Résultat consolidé	10 512	29 808
	Capitaux propres du groupe	246 974	268 610
Note 12	Intérêts minoritaires	0	303
	Total capitaux propres	246 974	268 913
Passifs non courants			
Note 13	Emprunts et dettes financières long terme	98 583	98 995
Note 14	Dettes au personnel	3 292	3 001
Note 6	Impôts différés	7 755	3 069
Note 15	Autres passifs long terme	4 590	5 000
	Total passifs non courants	114 220	110 065
Passifs courants			
Note 13	Emprunts (part à moins d'un an) et concours bancaires	18 933	5 662
Note 16	Fournisseurs et autres créditeurs	162 755	156 377
	Dettes d'impôts exigibles	303	228
Note 17	Provisions et autres passifs courants	6 668	5 871
	Total passifs courants	188 659	168 138
	Total du passif	549 853	547 116

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

AU 31/12/2008

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Chiffre d'affaires	650 089	647 082
Achats consommés	(78 758)	(84 646)
Charges de personnel (dont participation des salariés)	(320 924)	(311 376)
Charges externes	(164 635)	(146 620)
Impôts et taxes	(17 893)	(17 184)
Dotations aux amortissements	(21 768)	(21 367)
Dotations aux provisions	(7 251)	(5 526)
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	(152)	(538)
Autres produits et charges d'exploitation	(972)	1 800
Résultat opérationnel courant	37 736	61 625
Note 19 Charges de restructuration et autres produits et charges opérationnels	(3 862)	575
Résultat opérationnel	33 874	62 200
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	660	334
Coût de l'endettement financier brut	(4 708)	(3 001)
Note 20 Coût de l'endettement financier net	(4 048)	(2 667)
Note 21 Charge d'impôt	(10 594)	(19 582)
Note 4 Quote-part du résultat net des participations dans les entreprises associées	668	724
Résultat net avant résultat des activités arrêtées	19 900	40 675
Note 22 Résultat net d'impôt des activités arrêtées	(9 388)	(11 561)
Résultat net	10 512	29 114
dont Intérêts minoritaires	0	(694)
dont Résultat net (Part du Groupe)	10 512	29 808
Résultat net (Part du Groupe) par action (*)	1,73	4,87
Résultat net (Part du Groupe) dilué par action (**)	1,68	4,77
Résultat net avant résultat des activités arrêtées par action (*)	3,27	6,65
Résultat net avant résultat des activités arrêtées dilué par action (**)	3,19	6,51
Note 24 (*) Nombre d'actions moyen hors titres auto-détenus	6 086 774	6 115 381
Note 24 (**) Nombre d'actions composant le capital social	6 245 411	6 245 411

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

AU 31/12/2008

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Résultat net des activités poursuivies	19 900	40 675
+/- quote-part du résultat net des participations dans les entreprises associées	(668)	(724)
+/- dotations nettes aux amortissements et provisions	24 935	21 235
+/- charges et produits calculés liés aux stock-options	88	810
-/+ plus et moins values de cessions	(11)	(2 022)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	44 244	59 974
+ Coût de l'endettement financier net (hors autres produits et charges financiers)	4 623	3 042
+/- charge d'impôt	10 594	19 582
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	59 461	82 598
- Variation du BFR lié à l'activité	(8 907)	1 502
- Impôts payés	(1 618)	(12 788)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	48 936	71 312
+/- incidence des variations de périmètre	(11 625)	(26 043)
- décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(15 850)	(23 341)
Total des investissements décaissés sur les secteurs d'activité	(27 475)	(49 384)
+ encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 069	1 587
+ dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)	1 065	910
+/- variation des prêts et avances consentis	3 436	(7 579)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(21 905)	(54 466)
Acquisition nette d'actions propres	(112)	(4 213)
- dividendes payés aux actionnaires du groupe	(30 447)	(30 786)
- dividendes payés aux minoritaires	(191)	0
+ encaissements liés aux nouveaux emprunts	9 036	62 630
- remboursements d'emprunts (y compris contrats de location-financement)	(9 942)	(11 018)
- intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location-financement)	(4 684)	(3 110)
+/- autres flux liés aux opérations de financement (y compris concours bancaires)	12 194	(6 979)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(24 146)	6 524
Flux nets liés aux activités arrêtées	(11 716)	(17 390)
Incidence de la variation des taux de change	(161)	(9)
Variation de trésorerie	(8 992)	5 971
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	14 972	9 001
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	5 980	14 972

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

AU 31/12/2008

(en milliers d'euros)		Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultats non distribués	Total part du Groupe	Intérêts Minoritaires	Total capitaux propres
Situation à la clôture de l'exercice	2006	24 982	25 136	169 891	52 780	272 789	938	273 727
Affectation du résultat 2006				21 994	(21 994)			
Distribution de dividendes					(30 786)	(30 786)		(30 786)
Paiements fondés sur des actions				810		810		810
Opérations sur titres auto-détenus				(4 213)		(4 213)		(4 213)
Instruments financiers : variation de juste valeur				315		315		315
Juste valeur des actifs destinés à la vente				(210)		(210)		(210)
Résultat de l'exercice 2007					29 808	29 808	(694)	29 114
Autres mouvements				97		97	59	156
Situation à la clôture de l'exercice	2007	24 982	25 136	188 684	29 808	268 610	303	268 913
Affectation du résultat 2007				(639)	639			
Distribution de dividendes					(30 447)	(30 447)		(30 447)
Note 23 Paiements fondés sur des actions				88		88		88
Note 24 Opérations sur titres auto-détenus				(112)		(112)		(112)
Note 13 Instruments financiers : variation de juste valeur				(1 486)		(1 486)		(1 486)
Résultat de l'exercice 2008					10 512	10 512		10 512
Note 12 Rachat de minoritaires							(366)	(366)
Autres mouvements				(191)		(191)	63	(128)
Situation au 31 décembre	2008	24 982	25 136	186 344	10 512	246 974	0	246 974



ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDÉS

ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDÉS - PAGE 20

EXPLICATION DES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RÉSULTAT - PAGE 26

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS - PAGE 48

ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDÉS

1. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 2008

1.1. EVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

L'exercice 2008 se caractérise par les mouvements suivants :

- Les 30 avril et 14 novembre 2008, Adrexo a acquis 44% supplémentaires du capital de la SA Distrihome (renommée depuis Adrexo Colis), spécialisée dans la livraison de colis à domicile.

Cette acquisition porte le pourcentage de détention de cette société à 100% et a conduit à l'enregistrement d'un goodwill de 2 038 milliers d'euros,

1.2. LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31/12/2008

Le périmètre de consolidation du Groupe Spir Communication se compose de :

Société	Activité et siège social	Méthode de consolidation	n° siren	% intérêt 12/2008	% intérêt 12/2007
Spir Communication	Editeur, Holding, Aix-en-Pce	Société mère	317 082 675	100,00%	100,00%
Régicom	Régie publicitaire, Aix-en-Pce	Globale	316 811 876	100,00%	100,00%
Cip	Gestion administrative, Aix-en-Pce	Globale	319 428 967	100,00%	100,00%
Régie Publicitaire Nationale	Régie publicitaire, Aix-en-Pce	Globale	492 625 017	70,00%	70,00%
Mobiljob	Services internet et mobile, Aix-en-Pce	Globale	480 616 978	100,00%	100,00%
Editions Aixoises Multimédia	Services internet, Aix-en-Pce	Proportionnelle	490 072 063	50,00%	50,00%
20 minutes France	Editeur, Paris	Mee	438 049 843	24,88%	24,88%
S3G Com	Editeur, Pessac	Mee	490 033 941	25,00%	25,00%
Inter Hebdo	Editeur, Chartres	Mee	388 061 780	25,00%	25,00%
Adrexo	Distribution publicitaire, Aix-en-Pce	Globale	315 549 352	100,00%	100,00%
Adrexo Sud-Ouest	Distribution publicitaire, Aix-en-Pce	Globale	335 088 704	100,00%	65,00%
Adrexo Colis (Distrihome)	Distribution de colis, Bouguenais	Globale	391 029 345	100,00%	56,07%
Imprimeries IPS	Imprimerie, Châteaurenard	Globale	304 711 369	100,00%	100,00%
Les Oiseaux	Immobilier, Châteaurenard	Globale	388 823 148	100,00%	100,00%
Concept Multimédia	Editeur, Aix-en-Pce	Globale	399 146 356	100,00%	100,00%
Concept Multimédia Belgium	Editeur, Bruxelles	Globale	Belgique	100,00%	100,00%
Concept 2M Spol	Editeur, Prague	Globale	Rép. Tchèque	100,00%	100,00%
Concept Multimédia Switzerland	Editeur, Genève	Globale	Suisse	100,00%	100,00%
Cubic Média	Editeur, Brielle	Globale	Pays Bas	100,00%	100,00%
Concept Multimédia Hungary	Editeur, Budapest	Globale	Hongrie	96,67%	96,67%
Concept Multimédia Poland	Editeur, Varsovie	Globale	Pologne	100,00%	0,00%
CarBoatMédia Holding	Services internet, Paris	Proportionnelle	423 746 023	50,00%	50,00%
CarBoatMédia	Services internet, Paris	Proportionnelle	318 771 623	50,00%	50,00%
Garantie System	Services internet, Paris	Proportionnelle	410 534 150	50,00%	50,00%

- Le 2 avril 2008, Adrexo a acquis 35% supplémentaires du capital de la SAS Adrexo Sud-Ouest, spécialisée dans la distribution d'imprimés publicitaires.

Cette acquisition porte le pourcentage de détention de cette société à 100% et a conduit à l'enregistrement d'un goodwill de 9 016 milliers d'euros.

- Le 9 avril 2008, création de la société Concept Multimédia Poland, filiale de Concept Multimédia.

2. RÉFÉRENTIEL COMPTABLE, MODALITÉS DE CONSOLIDATION, MÉTHODES ET RÈGLES D'ÉVALUATION

2.1 RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Spir Communication est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier, aux dispositions du Code de Commerce.

Les états financiers consolidés de l'exercice 2008 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 17 février 2009. Ces états, ainsi que les informations comparatives 2007 ont été préparés en appliquant les seules règles de reconnaissance et d'évaluation figurant dans les normes IFRS et interprétations IFRIC adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2008. La base de préparation des informations financières consolidées résulte en conséquence des normes IFRS et interprétations IFRIC applicables de manière obligatoire au 31 décembre 2008 telles qu'elles sont adoptées au 31 décembre 2008 par l'Union Européenne.

La préparation des états financiers consolidés nécessite de la part de la Direction du groupe, l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants comptabilisés dans les états financiers. Ces estimations et hypothèses sous-jacentes sont établies et revues de manière constante à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de manière continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période de changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période de changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par ce changement.

Les comptes consolidés sont établis selon la convention des coûts historiques à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

2.2 MODALITÉS DE CONSOLIDATION

Toutes les sociétés consolidées ont clôturé leurs comptes au 31 décembre 2008.

Toutes les participations dans lesquelles Spir Communication assure le contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées.

L'intégration consiste à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels,
- répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits « intérêts minoritaires »,
- éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

Les sociétés détenues à 50% dans lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint sont consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle conformément au traitement de référence de la norme IAS 31. Les sociétés concernées sont CarBoatMédia Holding, CarBoatMédia, Garantie System et Editions Aixoises Multimédia.

La mise en équivalence s'applique aux sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable, laquelle est présumée quand le pourcentage de droits de vote est compris entre 20 et 50%. Trois sociétés sont concernées : 20 minutes France, Inter Hebdo et S3G Com.

La différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables d'une entreprise acquise (partie résiduelle non affectée) est enregistrée dans le bilan sous la rubrique « Goodwills » pour les sociétés consolidées par intégration globale ou proportionnelle et sous la rubrique « Participations dans les entreprises associées » pour les sociétés dans lesquelles le groupe Spir Communication exerce une influence notable.

2.3 MÉTHODES ET RÈGLES D'ÉVALUATION

1) Regroupements d'entreprises

- Règles spécifiques à la première adoption : les regroupements d'entreprises antérieurs à la date de transition (1er janvier 2004) n'ont pas été retraités conformément à l'option offerte par IFRS 1. Les actifs et passifs de l'entreprise acquise ont été maintenus à leur valeur retraitée aux normes du groupe, à la date de prise de contrôle, l'écart entre cette valeur et le coût d'acquisition des titres étant imputé directement sur les goodwills.

- Regroupements postérieurs au 1er janvier 2004 : Ces regroupements sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, à la date d'acquisition d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des IFRS. L'écart résiduel représentatif de la différence entre le coût d'acquisition et la

quote-part de l'acquéreur dans des actifs nets évalués à leur juste valeur, est comptabilisé en goodwill.

➤ Engagements fermes, irrévocables et significatifs de rachat des minoritaires, la méthode retenue est :

- prise en compte de l'acquisition ferme et définitive des x % dans le pourcentage d'intérêt de Spir Communication sur la filiale concernée,
- approche du prix de cession qui sera actualisé chaque année à partir notamment des business plans actualisés des filiales concernées,
- calcul du goodwill complémentaire.

2) Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres.

3) Conversion des transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat au poste « Coût de l'endettement financier brut ».

4) Dépenses de recherche et développement

Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, à l'exception des frais de développement qui sont inscrits en immobilisations incorporelles lorsque les conditions d'activation répondant strictement aux critères suivants sont réunies :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- il existe une intention de terminer le projet et d'utiliser ou de vendre les produits issus de ce projet,
- il existe un marché potentiel pour la production issue de ce projet ou son utilité en interne est démontrée,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles.

Ces frais de développement sont amortis linéairement sur la durée d'utilité estimée des projets concernés.

Dans le cas spécifique des logiciels, la durée de vie est déterminée sur la durée probable d'utilisation.

Les frais de développement de logiciels capitalisés sont ceux encourus pendant les phases de programmation, de codification et de tests. Les dépenses encourues préalablement (phases de planification de la conception et de définition du produit) sont comptabilisées en charges. L'amortissement des frais de développement capitalisés commence lors de la mise à disposition du produit concerné.

Des tests de dépréciation sont effectués le cas échéant selon les modalités décrites dans le paragraphe suivant.

5) Immobilisations incorporelles et corporelles

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs existent, sont comptabilisés en immobilisations.

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur comptable est inférieure à leur valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession.

Dans le cas où le montant recouvrable d'un actif serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable.

➤ Goodwills : Les goodwills ne sont plus amortis depuis la date de transition aux IFRS conformément à la norme IFRS 3 « Regroupement d'entreprises ».

Ils font désormais l'objet une fois par an d'un test de dépréciation (Impairment test). La méthodologie retenue consiste principalement à comparer les valeurs recouvrables de chacune des UGT du groupe (*), aux actifs nets correspondants (y compris goodwills). Ces valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de 5 années compte tenu des perspectives de développement des acquisitions et d'une valeur terminale. Les taux d'actualisation retenus pour ces

calculs s'élèvent à 8,86 % pour les activités « historiques » et à 11,66% pour les activités internet. Ces taux se situent dans la fourchette moyenne des taux utilisés par les analystes pour notre secteur d'activité, la taille de notre groupe et la maturité de nos métiers. Les hypothèses retenues en terme de variation du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des UGT. Des tests de dépréciation complémentaires sont effectués si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle. L'appréciation des indices de perte de valeur en cours d'exercice se fait au travers de l'analyse et du suivi de chaque activité grâce au reporting mensuel.

La sensibilité des tests de dépréciation à une variation des principales hypothèses a été analysée. L'hypothèse dont la variation est la plus sensible est le taux d'actualisation. Une variation de 0,5 point du taux d'actualisation aurait une incidence de 42,6 millions d'euros sur la juste valeur totale des goodwills et ne conduirait pas à comptabiliser de dépréciation.

Les dépréciations relatives aux goodwills sont irréversibles.

Les goodwills relatifs aux sociétés mises en équivalence sont comptabilisés en participations dans les entreprises associées. Lorsque les critères de perte de valeur, tels que définis par IAS 39, indiquent que des participations dans les entreprises associées ont pu perdre de la valeur, le montant de cette perte est déterminé selon les règles définies par IAS 28. Un test de dépréciation a été effectué à la date de transition aux IFRS, et depuis cette date à chaque clôture d'exercice. Ces tests de dépréciation n'ont conduit à comptabiliser aucune dépréciation au 31 décembre 2008.

(* Le groupe Spir Communication a défini ses UGT de la façon suivante : pour la France, chaque métier constitue une UGT (presse gratuite d'annonces, thématiques immobilier, thématiques automobile, imprimerie, distribution d'imprimés), et pour l'international où seul le métier thématiques immobilier est exercé, chaque pays constitue une UGT.

➤ Autres immobilisations incorporelles : les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont principalement des frais de développement capitalisés ou acquis, notamment des logiciels. Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties linéairement sur des durées comprises entre 1 et 5 ans.

➤ Immobilisations corporelles : les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition pour le groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

Constructions	20 à 30 ans
Agencements techniques	5 à 8 ans
Matériel technique	5 à 12 ans
Véhicules	3 à 5 ans
Autres matériels et mobiliers	3 à 8 ans

Le mode d'amortissement économique utilisé par le groupe à partir du 1er janvier 2005 est exclusivement le mode linéaire.

Les biens en contrat de location, qui en substance transfèrent tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisés dans l'actif immobilisé.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable le cas échéant. Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée d'utilité estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

6) Titres de participation non consolidés et autres immobilisations financières

Conformément à la norme IAS 39 « Instruments financiers », les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont analysés comme disponibles à la vente et sont donc comptabilisés à leur juste valeur. Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres. En cas d'indication objective d'une dépréciation de l'actif financier (notamment baisse significative ou durable de la valeur de l'actif), une dépréciation irréversible est constatée par le résultat.

Les autres immobilisations financières correspondent essentiellement à des dépôts et cautionnements versés.

7) Stocks et travaux en cours

Les stocks de matières premières sont évalués au prix d'achat par application de la méthode FIFO. Les travaux en cours sont évalués au prix de revient. L'écart éventuel entre le prix de revient et la valeur nette de réalisation fait l'objet d'une dépréciation.

8) Titres d'autocontrôle

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de la période.

Les achats d'actions propres sont destinés :

- soit à couvrir les plans de stock-options destinés aux salariés,
- soit à des fins de régulation de cours dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie AFEI d'avril 2001 confié à un prestataire de services d'investissement.

9) Avantages au personnel

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour la détermination de l'engagement au titre du régime d'indemnités de fin de carrière, les provisions sont déterminées de la façon suivante : la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés («projected unit credit method»). Cette méthode consiste à déterminer la valeur des prestations futures probables et actualisées de chaque salarié au moment de son départ en fin de carrière. La population comprend tous les salariés du groupe sauf les commerciaux juniors du métier presse gratuite (généraliste ou thématique) et les distributeurs du métier distribution.

Les calculs sont effectués en intégrant :

- un taux d'actualisation correspondant à la moyenne du TEC 10 du 15 décembre des 10 dernières années. Au titre de l'exercice 2008, le taux retenu s'élève à 4,26%,
- des hypothèses d'augmentation des salaires et de rotation du personnel calculées par société sur un historique de 8 ans,
- un taux de mortalité correspondant aux tables TD 88/90, distinguant hommes et femmes,
- un taux de charges sociales de 42% du montant brut,
- les conséquences de la loi Fillon ayant notamment pour impact d'avoir un âge de départ à la retraite déterminé à 62 ans après 42 annuités.

Conformément à l'option offerte par IAS 19, le groupe a décidé de comptabiliser les écarts actuariels en compte de résultat.

10) Impôts différés

Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre la base imposable et la valeur comptable des actifs et passifs. Celles-ci comprennent notamment l'élimination des écritures constatées dans les comptes individuels des filiales en application des options fiscales dérogatoires. L'approche bilantielle de la méthode du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou le résultat de l'exercice au cours

duquel le changement de taux est décidé.

Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où la société disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels ces actifs pourront être imputés.

Le taux d'impôt différé retenu est de 34,43%.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés au bilan pour les sociétés intégrées fiscalement.

Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

11) Coût de financement

Il inclut les charges et produits d'intérêts sur la dette nette consolidée, constituée des emprunts, des autres dettes financières (y compris dettes sur contrat de location financement) et de la trésorerie totale (trésorerie, équivalents de trésorerie et valeurs mobilières de placement).

12) Instruments financiers dérivés

Le groupe utilise des instruments de gestion du risque de taux portant sur le financement de ses investissements (location financement). Les contrats d'échange (« swaps ») de taux d'intérêt permettent au groupe d'échanger le taux d'une dette contractée en taux variable contre du taux fixe et donc d'emprunter à taux fixe. Le groupe et sa contrepartie échangent à intervalles prédéterminés la différence entre le taux fixe convenu et le taux variable, calculé sur la base du montant notionnel du swap.

Les instruments financiers dérivés sont estimés à leur juste valeur. Le profit ou la perte résultant de la réévaluation à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat, sauf dispositions dérogatoires de la comptabilité de couverture. Pour les besoins de la couverture, les couvertures sont qualifiées, soit de couverture de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé, soit de couverture de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie attribuables à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue.

Ainsi, les variations de juste valeur des instruments dérivés du groupe éligibles à la couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées directement dans les capitaux propres pour la partie efficace de la couverture et en résultat pour la partie inefficace. Les profits et pertes cumulés sont sortis des capitaux propres et inclus dans le résultat de la période au cours de laquelle la transaction prévue couverte affecte le résultat.

Pour les instruments dérivés ne répondant pas aux critères de la comptabilité de couverture, les variations de juste valeur de ces instruments sont comptabilisées immédiatement en résultat.

13) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Conformément à la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie », la trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme et liquides.

Conformément à la norme IAS 39 « Instruments financiers », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat (en charges et produits financiers relatifs aux disponibilités et aux valeurs mobilières de placement).

14) Options de souscription ou d'achat d'actions

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « Paiement en actions », les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes : la juste valeur des options attribuées, estimée correspondre à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie de ces options reçues, est déterminée à la date d'attribution. Elle est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits en augmentation des capitaux propres dans le poste « Paiements fondés sur des actions » et en diminution du résultat dans le poste « Charges de personnel ».

La juste valeur des stock-options est déterminée selon la méthode Black and Scholes. Cette dernière permet de tenir compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires (application d'un taux de turn-over).

Conformément à l'option proposée par IFRS 2, seuls les plans d'option d'achat d'actions postérieurs au 7 novembre 2002 dont les droits ont été acquis après le 1er janvier 2005, ont été comptabilisés.

15) Comptabilisation des produits des activités

Conformément aux prescriptions de la norme IAS 18 « Produits des activités ordinaires », les produits de l'activité du groupe Spir Communication sont reconnus dès lors que :

- les avantages économiques résultant de la transaction bénéficieront au groupe de manière probable,
- le montant des revenus peut-être mesuré de façon fiable,
- à la date de transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré.

Plus spécifiquement, on distingue les principes suivants de reconnaissance du chiffre d'affaires :

- les recettes publicitaires sont comptabilisées pour leur montant net de remises commerciales,

- les revenus des activités sont appréhendés à la réalisation de la prestation (parution des journaux, distribution des imprimés publicitaires ...) et/ou à la livraison des produits (métier imprimerie).

2.4 Evénements significatifs de l'exercice

Lors du Conseil d'Administration du 14 février 2008, le groupe a décidé d'effectuer un repositionnement stratégique de son activité de distribution adressée. Ce recentrage s'est traduit par la fermeture du réseau dédié courrier *Adrexo Mail*.

L'arrêt de cette activité est traité conformément à la norme IFRS 5 « activités arrêtées ». En conséquence, les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2007 ont été retraités dans un souci de comparabilité.

Les incidences de cet arrêt d'activité sont présentées en note 22.

EXPLICATION DES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 1 – ANALYSE DES GOODWILLS

Mouvements 2008

(en milliers d'euros)	31/12/2007	Augmentations	Diminutions	Variation périmètre et fusion	Mouvements cpte à cpte	31/12/2008
Goodwills nets	205 964	11 418	(204)	0	0	217 178

Mouvements 2007

(en milliers d'euros)	31/12/2006	Augmentation	Diminution	Variation périmètre et fusion	Mouvements cpte à cpte	31/12/2007
Goodwills nets	155 252	27 815	(15)	22 912	0	205 964

Détail des variations de l'exercice 2008 par secteur d'activité

(en milliers d'euros)	31/12/2007	Augmentation	Diminution	Variation périmètre et fusion	Mouvements cpte à cpte	31/12/2008
Pôle Classified	156 354	341	(204)	0	0	156 491
Y compris engagements de rachats de minoritaires		191	(204)			
Y compris achat de fonds de commerce		150				
Pôle Mail	49 610	11 077	0	0	0	60 687
Y compris achat de 44% de Distrihome par Adrexo (Société de distribution de colis)		2 038				
Y compris achat de 35% d'Adrexo Sud Ouest par Adrexo		9 016				
Y compris augmentation de prix DAI		23				
Variations de l'exercice	205 964	11 418	(204)	0	0	217 178

Détail des variations de l'exercice 2008 par pays

(en milliers d'euros)	31/12/2007	Augmentation	Diminution	Variation périmètre et fusion	Mouvements cpte à cpte	31/12/2008
France	192 662	11 418	(204)	0	0	203 876
Y compris achat de 44% de Distrihome par Adrexo (Société de distribution de colis)		2 038				
Y compris achat de 35% d'Adrexo Sud Ouest par Adrexo		9 016				
Y compris augmentation de prix DAI		23				
Y compris engagements de rachats de minoritaires		191	(204)			
Y compris achat de fonds de commerce		150				
Belgique	2 755	0	0	0	0	2 755
Suisse	1 299	0	0	0	0	1 299
Pays Bas	8 854	0	0	0	0	8 854
République Tchèque	394	0	0	0	0	394
Hongrie	0	0	0	0	0	0
Pologne	0	0	0	0	0	0
Variations de l'exercice	205 964	11 418	(204)	0	0	217 178

NOTE 2 – VARIATION DES AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Mouvements 2008

(en milliers d'euros)	31/12/2007	Augmentation	Diminution	Mouvements cpté à cpté	Variation périmètre et fusion	31/12/2008
- Droit au bail	4 088	0	0	0	0	4 088
- Logiciels, droits de marque	26 372	4 599	(327)	1 737	0	32 381
- Autres immobilisations incorporelles	6 380	4 091	(241)	(1 737)	0	8 493
Immobilisations incorporelles brutes	36 839	8 690	(568)	0	0	44 962

	31/12/2007	Augmentation	Diminution	Mouvements cpté à cpté	Variation périmètre et fusion	31/12/2008
- Droit au bail	0	226	0	0	0	226
- Logiciels, droits de marque	14 558	4 701	(290)	79	0	19 047
- Autres immobilisations incorporelles	2 821	337	(77)	(79)	0	3 002
Amort des immobilisations incorporelles	17 378	5 264	(367)	0	0	22 275
Immobilisations incorporelles nettes	19 461	3 427	(201)	0	0	22 688

Mouvements 2007

(en milliers d'euros)	31/12/2006	Augmentation	Diminution	Mouvements cpté à cpté	Variation périmètre et fusion	31/12/2007
- Droit au bail	4 126	0	(38)	0	0	4 088
- Logiciels, droits de marque	21 342	5 059	(1 102)	2 378	(1 305)	26 372
- Autres immobilisations incorporelles	2 535	3 303	0	(2 206)	2 747	6 380
Immobilisations incorporelles brutes	28 003	8 362	(1 140)	172	1 442	36 839

	31/12/2006	Augmentation	Diminution	Mouvements cpté à cpté	Variation périmètre et fusion	31/12/2007
- Logiciels, droits de marque	11 248	3 905	(301)	172	(466)	14 558
- Autres immobilisations incorporelles	839	251	0	0	1 731	2 821
Amort des immobilisations incorporelles	12 087	4 156	(301)	172	1 265	17 378
Immobilisations incorporelles nettes	15 916	4 206	(839)	0	178	19 461

Le groupe a consacré plus de 8 millions d'euros aux investissements incorporels, dans l'évolution de ses sites internet, ainsi que dans différents projets informatiques (Système d'information Ressources Humaines sous SAP, projet d'externalisation informatique HP ...)

NOTE 3 – VARIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Mouvements 2008

(en milliers d'euros)	31/12/2007	Augmentation	Diminution	Mouvements cpté à cpté	Variation périmètre et fusion	31/12/2008
- Terrains	1 908	0	0	0	0	1 908
- Constructions	31 593	8	(239)	(9)	(1)	31 352
- Inst. techniques, matériel et out.industriel	84 297	2 030	(2 023)	61	0	84 365
- Autres immob. corporelles	67 279	6 662	(7 526)	97	(23)	66 489
- Immob.corporelles en cours	175	52	0	(149)	(1)	77
- Avances et acomptes	0	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles brutes	185 252	8 752	(9 788)	0	(25)	184 191

	31/12/2007	Augmentation	Diminution	Mouvements cpté à cpté	Variation périmètre et fusion	31/12/2008
- Constructions	9 534	1 312	(239)	(2)	0	10 605
- Installation tech, mat.et out.ind.	38 357	7 384	(1 711)	0	0	44 030
- Autres immob. corporelles	44 548	8 340	(5 395)	2	(8)	47 487
Amort des immobilisations corporelles	92 439	17 036	(7 345)	0	(8)	102 122
Immobilisations corporelles nettes	92 813	(8 284)	(2 443)	0	(17)	82 069

Mouvements 2007

(en milliers d'euros)	31/12/2006	Augmentation	Diminution	Mouvements cpté à cpté	Variation périmètre et fusion	31/12/2007
- Terrains	1 908	0	0	0	0	1 908
- Constructions	28 937	176	(1)	2 472	9	31 593
- Inst. techniques, matériel et out.industriel	65 393	2 825	(322)	15 873	528	84 297
- Autres immob. corporelles	58 422	8 991	(2 850)	1 385	1 331	67 279
- Immob.corporelles en cours	19 380	169	0	(19 393)	19	175
- Avances et acomptes	158	0	(158)	0	0	0
Immobilisations corporelles brutes	174 198	12 161	(3 331)	337	1 887	185 252

	31/12/2006	Augmentation	Diminution	Mouvements cpté à cpté	Variation périmètre et fusion	31/12/2007
- Constructions	8 209	1 325	(1)	0	1	9 534
- Installation tech, mat.et out.ind.	32 003	6 258	(325)	0	421	38 357
- Autres immob. corporelles	36 022	9 328	(2 043)	337	904	44 548
Amort des immobilisations corporelles	76 234	16 911	(2 369)	337	1 326	92 439
Immobilisations corporelles nettes	97 964	(4 750)	(962)	0	561	92 813

Le groupe a consacré plus de 8 millions d'euros en investissements matériels. Les principales acquisitions sont :
➤ diverses installations techniques pour les Imprimeries IPS pour un montant de 454 milliers d'euros,

- des présentoirs pour la mise à disposition du public des journaux gratuits d'annonces et des journaux thématiques immobiliers pour un montant de 1 469 milliers d'euros,
- le solde, soit un montant de 6 829 milliers d'euros, est constitué par des investissements courants liés au fonctionnement de nos agences et de nos centres de distribution.

Immobilisations financées par contrats de location financement

Les immobilisations corporelles financées par contrat de location financement sont :

- les constructions liées aux imprimeries et au siège social,
- les matériels lourds liés au métier imprimerie.

Toutes ces immobilisations suivent les mêmes modes et durée d'amortissement que les immobilisations acquises.

Détail des immobilisations financées par contrats de location financement

(en milliers d'euros)	Valeur brute 31/12/2008	Amortissements 31/12/2008	Valeur nette comptable 31/12/2008
Terrain siège social	924	0	924
Construction siège social	8 932	1 290	7 642
Construction Fouilloy	3 963	2 586	1 377
Rotative Mainstream Fouilloy	10 138	5 245	4 893
Rotative Mainstream Reyrieux	10 163	4 834	5 329
Rotatives Goss Reyrieux	7 611	1 903	5 708
Rotative Mainstream Châteaurenard	13 543	1 270	12 273
Immobilisations corporelles en crédit-bail	55 274	17 128	38 146

Les autres informations relatives aux immobilisations financées par contrats de location financement sont présentées dans la « **Note 13 – Ventilation des emprunts et dettes financières** ».

NOTE 4 – ANALYSE DES PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

3 sociétés sont mises en équivalence:

(en milliers d'euros)	Valeur Brute	Réserves consolidées à l'ouverture	Quote-part résultat exercice 2007	Valeur à l'ouverture	Variation de périmètre et changement de méthode	Dividendes reçus de l'exercice	Quote-part résultat exercice 2008	Valeur à la clôture
20 minutes France	9 500	(10 373)	(402)	(1 275)	0	0	(25)	(1 300)
Inter Hebdo	450	25	11	486	0	(6)	0	480
S3G Com	36 150	113	1 115	37 378	0	(1 059)	693	37 012
Total	46 100	(10 235)	724	36 589	0	(1 065)	668	36 192
Avance à 20 minutes France	6 250			6 250	0	0	0	6 250
Participations dans les entreprises associées	52 350	(10 235)	724	42 839	0	(1 065)	668	42 442

Les caractéristiques de ces sociétés sont les suivantes (comptes individuels):
(en milliers d'euros)

	Chiffre d'affaires	Actifs totaux nets	Résultat net
20 minutes France	49 364	50 758	(105)
Inter Hebdo	1 632	1 842	0
S3G Com	50 295	60 181	2 761

- La société 20 minutes France, créée en 2002, édite 8 journaux quotidiens gratuits d'information (Paris, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Toulouse et Strasbourg) diffusés en moyenne à 805 000 exemplaires,
- La société Inter Hebdo édite un journal gratuit d'annonces à Chartres,
- La société S3G Com édite 55 journaux gratuits d'annonces dans le sud ouest de la France.

Le groupe Spir Communication a décidé d'activer l'impôt différé sur les exercices 2003 à 2008 de la société 20 minutes France compte tenu des perspectives de retour aux bénéfices de cette société. Aucun impôt différé n'a été activé en 2008 compte tenu d'un résultat proche de l'équilibre. En cumul à fin décembre 2008, l'impôt différé activé sur les déficits de cette société s'élève à 3 468 milliers d'euros pour la quote-part Spir Communication. Cet impôt différé est comptabilisé sur la ligne « Quote-part du résultat net des participations dans les entreprises associées ».

NOTE 5 – VARIATION DES AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Mouvements 2008

(en milliers d'euros)	31/12/2007	Augmentation	Diminution	Evaluation à la juste valeur	Variation périmètre et fusion	31/12/2008
- Autres titres de participations	1 117	0	(1 067)	0	0	50
- Prêts, cautionnements et autres créances	8 369	299	(2 542)	0	0	6 126
Autres actifs financiers bruts	9 486	299	(3 609)	0	0	6 176

	31/12/2007	Augmentation	Diminution	Evaluation à la juste valeur	Variation périmètre et fusion	31/12/2008
- Autres titres de participations	48	0	0	0	0	48
- Autres	40	0	(9)	0	0	31
Dépréciation autres actifs financiers	88	0	(9)	0	0	79
Autres actifs financiers nets	9 398	299	(3 600)	0	0	6 097

Mouvements 2007

(en milliers d'euros)	31/12/2006	Augmentation	Diminution	Evaluation à la juste valeur	Variation périmètre et fusion	31/12/2007
- Autres titres de participations	1 471	1 181	(900)	(210)	(425)	1 117
- Prêts, cautionnements et autres créances	2 614	6 365	(893)	0	283	8 369
Autres actifs financiers bruts	4 085	7 546	(1 793)	(210)	(142)	9 486

	31/12/2006	Augmentation	Diminution	Evaluation à la juste valeur	Variation périmètre et fusion	31/12/2007
- Autres titres de participations	48	0	0	0	0	48
- Autres	32	8	0	0	0	40
Dépréciation autres actifs financiers	80	8	0	0	0	88
Autres actifs financiers nets	4 005	7 538	(1 793)	(210)	(142)	9 398

➤ Autres titres de participation

La diminution correspond à la cession par Spir Communication de sa participation à hauteur de 1,92% dans la société Publihebdos.

➤ Prêts, cautionnements et autres créances

Les diminutions correspondent à hauteur de 2,5 millions d'euros au remboursement partiel du prêt de Spir Communication à CarBoatMédia Holding (remboursement de 5 millions d'euros éliminé à 50% par l'intégration proportionnelle).

Le reste des mouvements correspond essentiellement à la variation des dépôts et cautionnements versés.

NOTE 6 – DÉTAIL DES IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les impôts différés actifs et passifs ont été compensés pour les sociétés intégrées fiscalement.

(en milliers d'euros)	Bilan consolidé		Compte de résultat consolidé	
	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007
Impôts différés actifs				
Activation des déficits Adrexo Sud Ouest	0	1 061	(1 061)	440
Activation des déficits Caradisiac				(433)
Activation des déficits Carboat	1 065	2 487	(1 422)	(981)
Activation des déficits Editions Aixoises Multimedia	1 025	912	113	912
Activation des déficits Régie Publicitaire Nationale	137	121	16	14
Retraites	1 127	1 027	100	213
Participation des salariés	514	1 226	(712)	(746)
Contribution sociale de solidarité	401	425	(24)	45
Autres retraitements	110	75	35	(279)
Total des actifs d'impôts différés	4 379	7 333		
Impôts différés passifs				
Retraitement du Crédit-Bail	2 403	1 920	(483)	(482)
Réévaluation à la juste valeur des terrains et constructions	1 833	1 920	87	87
Opérations sur titres auto-détenus	4 371	1 651	(2 720)	(1 237)
Autres retraitements	487	363	(122)	13
Total des passifs d'impôts différés	9 094	5 854		
Produit ou charge d'impôt différé			(6 193)	(2 434)
Impôts différés actifs nets	(4 715)	1 479		
Présentés au bilan de la façon suivante:				
Impôts différés actifs	3 040	4 548		
Impôts différés passifs	(7 755)	(3 069)		
	(4 715)	1 479		

Il n'existe aucun impôt différé actif significatif non reconnu.

Au cours de l'exercice aucun impôt différé n'a été reconnu via les capitaux propres.

NOTE 7 – DÉTAIL DES STOCKS ET EN-COURS

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Matières premières et autres approvisionnements	7 053	5 990
En-cours de production de biens	190	342
Total brut	7 243	6 332
Provisions pour dépréciation	(375)	(294)
Total net	6 868	6 038

Les stocks de matières premières sont constitués principalement du papier journal 45 grammes utilisé par les 5 imprimeries de la société Imprimeries IPS.

Les en-cours de production de biens représentent les journaux qui ont été fabriqués au 31/12/2008 mais qui n'ont pas été distribués. Ces en-cours sont calculés au prix de revient incluant les coûts directs et les coûts indirects de fabrication des journaux concernés.

Les provisions pour dépréciation concernent du papier ayant une rotation trop lente et pour lequel le risque d'une non utilisation est important.

NOTE 8 – DÉTAIL DES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Clients et comptes rattachés	155 713	144 173
Créances sur le personnel et les organismes sociaux	1 596	2 253
Créances fiscales hors impôt société	10 959	9 713
Comptes courants actifs	1 176	1 340
Créances sur cessions d'actifs	109	100
Autres créances	3 329	3 423
Total brut	172 882	161 002
Provisions pour dépréciation des comptes clients	(19 260)	(16 820)
Provisions pour dépréciation des autres débiteurs	0	0
Total des provisions	(19 260)	(16 820)
Total net	153 622	144 182
Montants à moins d'un an	153 622	144 182

Les créances fiscales hors impôt société correspondent essentiellement à la TVA déductible sur les factures non payées au 31/12/2008.

NOTE 9 – DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS COURANTS

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Charges constatées d'avance	2 743	1 903
Autres	227	76
Total des autres actifs courants	2 970	1 979

NOTE 10 – DÉTAIL DU POSTE TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Disponibilités	1 240	13 811
SICAV et Fonds commun de placement	4 740	1 161
Total du poste Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 980	14 972

Les valeurs mobilières de placement se composent exclusivement de SICAV et Fonds commun de placement à caractère monétaire, comptabilisés au cours de souscription, soit la somme de 4 740 milliers d'euros.

NOTE 11 – PASSAGE DES RÉSULTATS SOCIAUX AUX RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	31/12/2008			31/12/2007
	SPIR	Filiales	Total	Total
Résultats sociaux des sociétés intégrées	37 985	3 962	41 947	33 340
Retraitements des provisions réglementées	389	(34)	355	148
Retraitements des locations financements	473	930	1 403	1 399
Paiements fondés sur des actions	(88)	0	(88)	(810)
Opérations sur titres auto-détenus	8 180	0	8 180	3 707
Impact des fusions-absorptions sur sociétés consolidées	0	0	0	(78)
Correction des résultats sociaux	718	(94)	624	(2)
Amortissement sur évaluation juste valeur	0	(252)	(252)	(252)
Annulation provision pour dépréciation sur titres et comptes courants	(933)	0	(933)	(386)
Elimination des dividendes reçus	(33 662)	(1 579)	(35 241)	(2 716)
Constatation des impôts différés	(2 948)	(3 245)	(6 193)	(2 434)
Reclassement des écarts de conversion en résultat	0	42	42	7
Correction plus-value sociale sur cession ou déconsolidation de titres	0	0	0	(3 533)
Quote-part du résultat net des participations dans les entreprises associées	0	668	668	724
Résultat net de l'ensemble consolidé	10 114	398	10 512	29 114
Résultat part des minoritaires			0	(694)
Résultat net (part du Groupe)	10 114	398	10 512	29 808

NOTE 12 – ANALYSE DES INTÉRÊTS MINORITAIRES

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Droits au début de l'exercice	303	938
Acquisition de 56% de Distrihome		389
Engagement de rachat de minoritaires sur le métier thématiques immobilier		(330)
Acquisition du solde des parts d'Adrexo Sud Ouest (35%)	62	
Acquisition du solde des parts de Distrihome (44%)	(428)	
Limitation des pertes des minoritaires à leur capital	63	
Droits avant résultat de l'exercice	0	997
Résultat de l'exercice	0	(694)
Droits à la fin de l'exercice	0	303

NOTE 13 – ANALYSE DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

Ventilation des emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	Total	1 à 5 ans	plus de 5 ans
Crédit-bail retraité et emprunts	42 411	36 017	6 394
Autres emprunts et dettes financières diverses	55 154	55 154	0
Sous-total emprunts et dettes financières long terme	97 565	91 171	6 394
Comptabilité de couverture de juste valeur des swaps	1 018		
Total emprunts et dettes financières long terme	98 583		
Crédit-bail retraité et emprunts	6 139		
Concours bancaires	12 194		
Autres emprunts et dettes financières diverses	600		
Total emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	18 933		

Variation des emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	31/12/2007	Augmentation	Diminution	Mouvements cpté à cpté	31/12/2008
Crédit-bail retraité et emprunts	41 807	9 032	(2 089)	(6 339)	42 411
Autres emprunts et dettes financières diverses	57 656		(2 500)	(2)	55 154
Comptabilité de couverture de juste valeur des swaps	(468)	1 486			1 018
Total emprunts et dettes financières	98 995	10 518	(4 589)	(6 341)	98 583
Crédit-bail retraité et emprunts	5 153		(5 353)	6 339	6 139
Concours bancaires	0	12 194			12 194
Autres emprunts et dettes financières diverses	509	229	(140)	2	600
Total emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	5 662	12 423	(5 493)	6 341	18 933

Les principales variations de l'exercice s'expliquent essentiellement par :

- la mise en place d'un emprunt à moyen terme sur 5 ans de 9 millions d'euros, destiné au financement de l'acquisition par Adrexo du solde des parts de la SAS Adrexo Sud Ouest,
- l'utilisation de concours bancaires négociés avec les banques,
- des remboursements d'emprunts et de crédit-bail conformes aux échéanciers.

L'emprunt à moyen terme auprès de nos actionnaires majoritaires Prépart et Sofiouest mis en place en 2007 pour un montant de 52,5 millions d'euros n'a pas évolué.

L'essentiel du crédit-bail retraité et des emprunts bancaires est couvert par des swaps de taux efficaces. La juste valeur de ces derniers a évolué défavorablement de 1 486 milliers d'euros au cours de l'exercice et s'élève à 1 018 milliers d'euros au 31 décembre 2008.

Le crédit-bail retraité représente à la clôture de l'exercice un montant de 31 097 milliers d'euros, et concerne plus particulièrement:

- à hauteur de 5 822 milliers d'euros, le financement des deux rotatives Mainstream Heidelberg mises en service respectivement le 15 octobre 2002 sur le site de Fouilloy et le 15 avril 2003 sur le site de Reyrieux.

Ces deux rotatives ont été financées par deux crédits-baux à taux variable indexés sur l'Euribor 6 mois, dont l'un a fait l'objet d'un swap de taux conduisant à un taux fixe de 4,52% sur une durée de 8 années, spread inclus.

Ce dérivé de taux est éligible à la comptabilisation de couverture de juste valeur du fait de son adossement à un sous-jacent parfaitement identifié, la variation de valeur du dérivé étant largement compensée en résultat par la variation de la dette financière sous-jacente. La juste valeur de ce

swap efficace figure dans les comptes consolidés à la clôture de l'exercice pour 22 milliers d'euros, sans impact sur le résultat consolidé,

- à hauteur de 6 655 milliers d'euros, le financement du siège social à Aix-en-Provence par crédit-bail à taux variable indexé sur l'Euribor 3 mois d'une durée de 12 années.

Ce crédit-bail a pour partie (90%) fait l'objet d'un swap de taux conduisant à un taux fixe de 4,36% sur une durée de 8 années, spread inclus.

Ce dérivé de taux est éligible à la comptabilisation de couverture de juste valeur du fait de son adossement à un sous-jacent parfaitement identifié, la variation de valeur du dérivé étant largement compensée en résultat par la variation de la dette financière sous-jacente. La juste valeur de ce swap efficace figure dans les comptes consolidés à la clôture de l'exercice pour 195 milliers d'euros, sans impact sur le résultat consolidé,

- à hauteur de 5 213 milliers d'euros, le financement des 2 rotatives Goss mises en service fin 2005 sur le site de Reyrieux.

Ces 2 rotatives ont été financées par un crédit-bail à taux variable indexé sur l'Euribor 6 mois d'une durée de 8 années.

- à hauteur de 12 706 milliers d'euros, le financement de la rotative Goss mise en service en 2007 sur le site de Châteaurenard.

Cette rotative est financée par un crédit bail à taux variable indexé sur l'Euribor 3 mois, lequel a fait l'objet d'un swap de taux conduisant à un taux fixe de 4,17% sur une durée de 8 années, spread inclus.

Ce dérivé de taux est éligible à la comptabilisation de couverture de juste valeur du fait de son adossement à un sous-jacent parfaitement identifié, la variation de valeur du dérivé étant largement compensée en résultat par la variation de la dette financière sous-jacente. La juste valeur de ce swap efficace figure dans les comptes consolidés à la clôture de l'exercice pour 224 milliers d'euros, sans impact sur le résultat consolidé.

NOTE 14 – DÉTAIL DES DETTES AU PERSONNEL

(en milliers d'euros)	31/12/2007	Augmentation	Diminution	31/12/2008
Provisions pour pensions et retraites	3 001	339	(48)	3 292
Total dettes au personnel	3 001	339	(48)	3 292

Les dettes au personnel sont exclusivement composées des provisions pour indemnités de départ en retraite conventionnelles de la zone géographique France.

Nous avons procédé à une étude qui nous a conduits à ne comptabiliser aucune provision pour l'effectif à l'étranger compte tenu de son caractère non significatif.

NOTE 15 – DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS LONG TERME

(en milliers d'euros)	31/12/2007	Augmentation	Diminution	31/12/2008
Engagements de rachat de minoritaires	5 000	0	(410)	4 590
Total des autres passifs long terme	5 000	0	(410)	4 590

Ce poste enregistre tous les engagements de rachat de minoritaires.

Le montant des engagements est estimé et sera actualisé chaque année à partir notamment des business plans des filiales concernées.

A la clôture de l'exercice 2008, les filiales concernées sont Mobiljob, ainsi que plusieurs sociétés du métier thématiques immobilier.

NOTE 16 – DÉTAIL DES FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Dettes fournisseurs	46 395	35 608
Dettes sur acquisitions d'actifs	4 971	3 205
Dettes sociales	71 979	78 615
Dettes fiscales	33 120	33 314
Comptes courants créditeurs	1 409	198
Autres dettes	4 881	5 437
Total des fournisseurs et autres créditeurs	162 755	156 377

Montants à moins d'un an **162 755** **156 377**

NOTE 17 – DÉTAIL DES PROVISIONS ET AUTRES PASSIFS COURANTS

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Provisions pour litiges salariaux - part à mois d'un an	2 922	2 609
Provisions pour litiges commerciaux - part à mois d'un an	293	387
Autres provisions pour risques et charges - part à mois d'un an	3 128	618
Produits constatés d'avance	325	2 257
Total des provisions et autres passifs courants	6 668	5 871

Variation des provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2007	Augmentation	Diminution (Provisions utilisées)	Diminution (Provisions non utilisées)	31/12/2008
Provisions pour litiges salariaux - part à mois d'un an	2 609	1 754	(1 073)	(368)	2 922
Provisions pour litiges commerciaux - part à mois d'un an	387	123	(172)	(45)	293
Autres provisions pour risques - part à mois d'un an	618	2 755	(166)	(79)	3 128
Total des provisions	3 614	4 632	(1 411)	(492)	6 343

NOTE 18 – INFORMATIONS SECTORIELLES

Les informations figurant dans cette note sont conformes à la définition des secteurs retenue dans les comptes établis selon les principes comptables de la norme IFRS 8.

Ce découpage sectoriel reflète la structure opérationnelle et managériale du groupe. Deux secteurs opérationnels et deux zones géographiques ont été définis.

a) Informations par secteurs opérationnels

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	Variations
Pôle Classified			
Chiffre d'affaires total du métier	351 436	360 359	-2,5%
Résultat opérationnel courant	21 982	35 407	-37,9%
Résultat opérationnel	18 095	35 969	-49,7%
Résultat opérationnel en % du CA	5,1%	10,0%	
Immobilisations corporelles et incorporelles	255 688	261 182	-2,1%
Investissements corporels et incorporels	15 492	33 213	-53,4%
Effectifs	2 740	2 842	-3,6%
Chiffre d'affaires net hors groupe	337 181	346 482	-2,7%

Pôle Mail			
Chiffre d'affaires total du métier	333 525	321 519	3,7%
Résultat opérationnel courant	15 754	26 218	-39,9%
Résultat opérationnel	15 779	26 231	-39,8%
Résultat opérationnel en % du CA	4,7%	8,2%	
Immobilisations corporelles et incorporelles	66 247	57 056	16,1%
Investissements corporels et incorporels	13 368	15 125	-11,6%
Effectifs permanents	1 195	1 210	-1,2%
Distributeurs	23 507	23 496	0,0%
Chiffre d'affaires net hors groupe	312 908	300 600	4,1%

Total Spir Communication			
Chiffre d'affaires net hors groupe	650 089	647 082	0,5%
Résultat opérationnel courant	37 736	61 625	-38,8%
Résultat opérationnel	33 874	62 200	-45,5%
Résultat opérationnel en % du CA	5,2%	9,6%	
Immobilisations corporelles et incorporelles	321 935	318 238	1,2%
Investissements corporels et incorporels	28 860	48 338	-40,3%
Effectifs	3 935	4 052	-2,9%

La ligne "Immobilisations corporelles et incorporelles" intègre les goodwill pour leur valeur nette comptable.

b) Informations par zone géographique

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	Variations
France			
Chiffre d'affaires net de la zone géographique	626 066	628 272	-0,4%
Résultat opérationnel courant	35 744	59 294	-39,7%
Résultat opérationnel	31 879	59 845	-46,7%
Résultat opérationnel en % du CA	5,1%	9,5%	
Immobilisations corporelles et incorporelles	307 401	303 850	1,2%
Investissements corporels et incorporels	28 190	46 100	-38,9%
Effectifs	3 767	3 932	

Autres pays Européens			
Chiffre d'affaires net de la zone géographique	24 023	18 810	27,7%
Résultat opérationnel courant	1 992	2 331	-14,5%
Résultat opérationnel	1 995	2 355	-15,3%
Résultat opérationnel en % du CA	8,3%	12,5%	
Immobilisations corporelles et incorporelles	14 534	14 388	1,0%
Investissements corporels et incorporels	670	2 238	-70,1%
Effectifs	168	120	40,0%

Total Spir Communication			
Chiffre d'affaires net hors groupe	650 089	647 082	0,5%
Résultat opérationnel courant	37 736	61 625	-38,8%
Résultat opérationnel	33 874	62 200	-45,5%
Résultat opérationnel en % du CA	5,2%	9,6%	
Immobilisations corporelles et incorporelles	321 935	318 238	1,2%
Investissements corporels et incorporels	28 860	48 338	-40,3%
Effectifs	3 935	4 052	-2,9%

La ligne "Immobilisations corporelles et incorporelles" intègre les goodwill pour leur valeur nette comptable.

NOTE 19 – CHARGES DE RESTRUCTURATION ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

Détail 2008

(en milliers d'euros)	Pôle Classified	Pôle Mail	Total
Coûts de restructuration	(3 754)		(3 754)
Autres	(133)	25	(108)
Total charges de restructuration et autres produits et charges opérationnels 2008	(3 887)	25	(3 862)

Les coûts de restructuration correspondent en 2008 :

- au remaniement du management sur le Pôle Classified, pour un montant de 925 milliers d'euros,
- à un plan de restructuration dans la Presse Gratuite d'Annonces afin de rationaliser le réseau d'agences locales Topannonces.fr, avec la fusion de 13 titres à faible tirage en 6 titres et l'arrêt de 5 titres non rentables, pour un montant de 2 829 milliers d'euros.

Détail 2007

(en milliers d'euros)	Pôle Classified	Pôle Mail	Total
Plus-value de cession Caradisiac	2 270		2 270
Plus-value de cession Algo Communication	143		143
Plus-value de cession A Nous Province	159		159
Coûts de restructuration	(1 778)		(1 778)
Fermeture Concept Multimedia England	(296)		(296)
Autres	64	13	77
Total charges de restructuration et autres produits et charges opérationnels 2007	562	13	575

Les opérations juridiques de rapprochement avec le groupe Schibsted ont conduit à la comptabilisation d'une plus-value d'apport de 2 270 milliers d'euros sur le Pôle Classified correspondant à la différence entre la valeur d'apport et la valeur comptable de l'ensemble Caradisiac / Procar apporté.

En 2007, ont également été pris en compte :

- le solde des pertes liées à la fermeture de Concept Multimédia England, soit 296 milliers d'euros.
- les coûts de restructuration liés au remaniement du management sur le Pôle Classified, soit 1 778 milliers d'euros.

NOTE 20 – COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement	660	334
Total produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	660	334
Charges d'intérêts	(5 284)	(3 377)
Dividendes reçus	0	0
Gains et pertes de change	123	(41)
Produits et charges de fusion	0	59
Autres	453	358
Total coût de l'endettement financier brut	(4 708)	(3 001)
Total coût de l'endettement financier net	(4 048)	(2 667)

Les charges d'intérêts correspondent essentiellement aux intérêts payés dans le cadre des financements en crédit-bail et par emprunts. La dégradation du résultat financier est directement imputable à l'évolution de l'endettement du groupe.

NOTE 21 – CHARGE D'IMPÔT

Les impôts différés ont été calculés au taux de 34,43 % pour les entreprises du périmètre de consolidation.

Ventilation de l'impôt

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
- Impôt exigible	(4 401)	(17 148)
- Impôt différé	(6 193)	(2 434)
Total Impôts sur les bénéfices	(10 594)	(19 582)

La différence avec le taux normal d'imposition en France de 34,43% pour 2007 et de 33,33% pour 2008 compte tenu d'un résultat d'intégration fiscale déficitaire, s'analyse comme suit :

Preuve d'impôt

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Résultat net de l'ensemble consolidé avant résultat net des activités arrêtées	19 900	40 675
Quote-part du résultat net des participations dans les entreprises associées	668	724
Plus-values non taxables	119	2 782
Dépréciation puis déconsolidation Angleterre	0	(287)
Impôts sociétés	(10 594)	(19 582)
Résultat taxable au taux courant	29 707	57 038
Taux d'impôt applicable	33,33%	34,43%
Impôt théorique au taux d'impôt applicable	(9 901)	(19 638)
Retraitements permanents	(462)	(194)
Crédit d'impôt sur dons	15	46
Autres crédits d'impôt	66	7
Paiements fondés sur des actions	(29)	(279)
Maintien économie d'IS sur frais d'acquisition	0	279
Déficits non activés sur sociétés non intégrées fiscalement	(109)	(200)
Activation de déficits antérieurs	47	271
Variation d'imposition sur sociétés étrangères	4	143
Ecart de taux d'imposition sur sociétés françaises	(27)	25
Ecart de taux d'impôt différé	(198)	0
Autres variations	0	(42)
Charge d'impôt société comptabilisée	(10 594)	(19 582)

NOTE 22 – ACTIVITÉS ARRÊTÉES : ADREXO MAIL

Le résultat de l'activité arrêtée Adrexo Mail est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat, « Résultat net d'impôt des activités arrêtées » et fait l'objet d'un retraitement dans le tableau des flux de trésorerie sur l'ensemble des périodes publiées.

Les actifs et les passifs de l'activité arrêtée ne sont pas présentés sur des lignes séparées du bilan du groupe. Ils représentent au 31 décembre 2008 des charges à payer pour un montant de 594 milliers d'euros.

Activités arrêtées : Adrexo Mail

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Chiffre d'affaires	1 945	3 032
Charges de personnel	(10 523)	(14 370)
Charges externes	(3 997)	(5 746)
Impôts et taxes	(11)	(306)
Dotations aux amortissements	(314)	(242)
Autres produits et charges d'exploitation	(20)	0
Résultat opérationnel courant	(12 920)	(17 632)
Autres produits et charges opérationnels	(1 162)	0
Résultat opérationnel	(14 082)	(17 632)
Impôt sur le résultat	4 694	6 071
Résultat net d'impôts des activités arrêtées	(9 388)	(11 561)
dont Intérêts minoritaires	0	0
dont Résultat net (Part du Groupe)	(9 388)	(11 561)
Résultat net des activités arrêtées par action (*)	(1,54)	(1,89)
Résultat net des activités arrêtées dilué par action (**)	(1,50)	(1,85)
(*) Nombre d'actions moyen hors titres auto-détenus	6 086 774	6 115 381
(**) Nombre d'actions composant le capital social	6 245 411	6 245 411

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(12 012)	(17 390)
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement	296	0
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	0	0
Flux nets de trésorerie liés aux activités arrêtées	(11 716)	(17 390)

NOTE 23 – PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS (PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACQUISITION D'ACTIONS)

Au 31 décembre 2008, seuls sont en cours des plans d'acquisition d'actions au bénéfice de certains dirigeants sociaux et membres du personnel du groupe.

Date d'attribution et type d'option	Prix d'exercice	Nombre d'options à l'origine du plan	Options valides et non encore exercées au 31/12/2007	Options sur le nouveau plan ouvert en 2008	Options exercées en 2008	Options annulées en 2008	Options valides et non encore exercées au 31/12/2008	Période d'exercice	Juste valeur des paiements fondés sur des actions 31/12/2007	Juste valeur des paiements fondés sur des actions 31/12/2008	Variation de l'exercice
08/03/2001 achat	73,07 €	13 500	3 000				3 000	du 08/03/2006 au 07/03/2009	non évalué option IFRS 2	non évalué option IFRS 2	
28/02/2002 achat	74,46 €	25 600	2 000				2 000	du 28/02/2006 au 28/02/2010	non évalué option IFRS 2	non évalué option IFRS 2	
22/05/2003 achat	65,51 €	27 520	6 500				6 500	du 22/05/2007 au 22/05/2011	402	402	0
19/05/2004 achat	111,72 €	28 200	19 800			(1 900)	17 900	du 19/05/2008 au 19/05/2012	521	570	49
19/05/2005 achat	147,02 €	52 800	34 300			(7 900)	26 400	du 19/05/2009 au 19/05/2013	699	862	163
18/05/2006 achat	122,91 €	117 670	99 070			(63 020)	36 050	du 18/05/2010 au 18/05/2014	896	621	(275)
15/05/2007 achat	105,26 €	45 375	40 825			(5 000)	35 825	du 15/05/2011 au 15/05/2015	89	240	151
TOTAL			205 495	0	0	(77 820)	127 675		2 607	2 695	88

NOTE 24 – COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL ET OPÉRATIONS SUR TITRES AUTO-DÉTENUS

Composition du capital social

Le capital social de la société Spir Communication SA se compose de 6 245 411 actions au nominal de 4 euros. Au 31 décembre 2008, la répartition du capital est la suivante :

(en milliers d'euros)	Nbre d'actions détenues 31/12/2008	% du capital 31/12/2008	% des droits de vote 31/12/2008	Nbre d'actions détenues 31/12/2007	% du capital 31/12/2007	% des droits de vote 31/12/2007
Prépart SCS	3 485 692	55,8%	53,2%	3 485 692	55,8%	53,2%
Sofiouest SA	662 348	10,6%	17,1%	662 348	10,6%	17,1%
Actions propres	161 393	2,6%		155 881	2,5%	
Public	1 935 978	31,0%	29,7%	1 941 490	31,1%	29,7%
Total	6 245 411	100,0%	100,0%	6 245 411	100,0%	100,0%

Opérations sur titres auto-détenus

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Actions auto-détenues au début de l'exercice	16 049	11 836
Variation des actions destinées à couvrir les plans de stock-options	0	4 202
Variation des actions affectées à la régulation de cours	112	11
Variation totale de l'exercice	112	4 213
Actions auto-détenues à la fin de l'exercice	16 161	16 049

(en nombre d'actions)	31/12/2008	31/12/2007
Actions auto-détenues au début de l'exercice	155 881	104 178
Variation des actions destinées à couvrir les plans de stock-options	0	51 188
Variation des actions affectées à la régulation de cours	5 512	515
Variation totale de l'exercice	5 512	51 703
Actions auto-détenues à la fin de l'exercice	161 393	155 881
Nombre d'actions composant le capital social	6 245 411	6 245 411
Nombre d'actions hors titres auto-détenus	6 084 018	6 089 530

NOTE 25 – INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Spir Communication SA et des filiales énumérées dans le tableau du paragraphe 1.2. **Liste des sociétés consolidées au 31.12.2008**

Le groupe Spir est lui-même consolidé dans le groupe SIPA Ouest France.

Le tableau suivant fournit le montant total des transactions qui ont été conclues avec les parties liées sur l'exercice.

en milliers d'euros)	31/12/2008		31/12/2007	
	Dettes	Intérêts versés	Dettes	Intérêts versés
Emprunts auprès des parties liées				
SCS Prépart - Entité ayant une influence significative sur le Groupe	39 167	2 017	34 170	932
Sofiouest SA - Entité ayant une influence significative sur le Groupe	13 695	723	18 753	306
Prêts aux parties liées	Créances	Intérêts reçus	Créances	Intérêts reçus
Editions Aixois Multimedia SAS - Coentreprise à 50%	1 072	72	1 207	20
Carboatmedia Holding SAS- Coentreprise à 50%	2 803	228	5 076	76
20 minutes France SAS - Entreprise associée	6 250	0	6 250	0
Acquisitions et cessions d'actifs aux parties liées	Acquisitions	Cessions		
SIPA - Autres partie liée		1 186		
Dividendes versés aux parties liées	Dividendes		Dividendes	
SCS Prépart - Entité ayant une influence significative sur le Groupe	17 428		16 957	
Sofiouest SA - Entité ayant une influence significative sur le Groupe	3 312		3 312	
Compte courants de trésorerie avec les parties liées	Dettes	Intérêts versés		
Editions Aixois Multimedia SAS - Coentreprise à 50%	270	15		
Achats / Ventes aux parties liées	Achats	Ventes	Achats	Ventes
Groupe Publihebdos - Autre partie liée		5 457		3 443
SEHP - Autre partie liée		636		724
Editions Aixois Multimedia SAS - Coentreprise à 50%		45		24
Carboatmedia SAS - Coentreprise à 50%		250		119
20 minutes France SAS - Entreprise associée		1 471		0
Dettes / Créances d'exploitation envers les parties liées	Dettes	Créances	Dettes	Créances
Groupe Publihebdos - Autre partie liée		969		672
SEHP - Autre partie liée		111		126
Editions Aixois Multimedia SAS - Coentreprise à 50%		4		33
Carboatmedia SAS - Coentreprise à 50%		75		75
20 minutes France SAS - Entreprise associée		157		0

Rémunération des dirigeants du groupe

Les rémunérations totales et avantages de toute nature alloués, au titre de l'exercice, aux 10 personnes assurant la Direction du groupe se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Avantages à court terme	2 747	3 358
Avantages postérieurs à l'emploi	94	0
Indemnité de fin de contrat	241	450
Paiements fondés sur des actions	0	488
Total (*)	3 082	4 296

(*) Les administrateurs non dirigeants ne perçoivent aucune rémunération de la part du groupe, hors les jetons de présence.

Intérêts des dirigeants dans les plans d'intéressement en actions du personnel

Les options d'achat d'actions détenues par les dirigeants ont les dates et les prix d'exercice suivants :

Date d'attribution et type d'option	Prix d'exercice (1 action pour 1 option)	Options valides et non encore exercées au 31/12/2008	Options valides et non encore exercées au 31/12/2007	Période d'exercice
28/02/2002 achat	74,46 €	1 500	1 500	du 28/02/2006 au 28/02/2010
22/05/2003 achat	65,51 €	3 000	3 000	du 22/05/2007 au 22/05/2011
19/05/2004 achat	111,72 €	2 900	4 150	du 19/05/2008 au 19/05/2012
19/05/2005 achat	147,02 €	5 500	13 500	du 19/05/2009 au 19/05/2013
18/05/2006 achat	122,91 €	12 500	77 000	du 18/05/2010 au 18/05/2014
15/05/2007 achat	105,26 €	12 750	20 125	du 15/05/2011 au 15/05/2015
Total		38 150	119 275	

NOTE 26 – OBJECTIFS ET POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS – INSTRUMENTS FINANCIERS

Les principaux passifs financiers du groupe sont constitués d'emprunts et de découverts bancaires, de dettes de location financement et de dettes fournisseurs. L'objectif principal de ces passifs financiers est de financer les activités opérationnelles du groupe. Le groupe détient d'autres actifs financiers tels que des créances clients, de la trésorerie et des dépôts à court terme qui sont générés directement par ses activités.

Le groupe contracte également des instruments dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt. Ces instruments ont pour objectif la gestion des risques de taux d'intérêt liés au financement du groupe.

La politique du groupe est, et a été en 2008 et 2007, de ne pas souscrire d'instruments dérivés à des fins de spéculation.

Les risques principaux attachés aux instruments financiers du groupe sont le risque de taux d'intérêt sur les flux de trésorerie, le risque de liquidité et le risque de contrepartie (le risque de change étant marginal). Le conseil d'administration a revu et approuvé les politiques de gestion de chacun de ces risques. Ces politiques sont résumées ci-dessous.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition du groupe au risque de variation des taux d'intérêt de marché est liée à l'endettement financier à long terme du groupe, à taux variable.

La politique du groupe consiste à gérer sa charge d'intérêt en utilisant une combinaison d'emprunts à taux fixe et à taux variable. La politique du groupe est que 60 à 80% de sa dette (hors avance consentie par les actionnaires majoritaires) soit à taux fixe. Dans cet objectif, le groupe met en place des swaps de taux d'intérêt par lesquels il échange à intervalles déterminés, la différence entre le montant des intérêts à taux fixe et le montant des intérêts à taux variable calculés sur un montant nominal d'emprunt convenu entre les parties. Ces swaps sont affectés à la couverture des emprunts. Au 31 décembre 2008, après prise en compte des swaps de taux d'intérêt, environ 82 % de la dette du groupe est à taux d'intérêt fixe.

Risque de crédit

Le groupe n'entretient de relations commerciales qu'avec des tiers dont la santé financière est avérée. La politique du groupe est de vérifier la santé financière de tous les clients qui souhaitent obtenir des conditions de paiement à crédit. De plus, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent et par conséquent, l'exposition du groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative. L'exposition maximale est égale à la valeur comptable, telle que présentée dans la Note 8. Le groupe ne présente pas de concentrations importantes de risque de crédit.

Concernant le risque de crédit relatif aux autres actifs financiers du groupe, c'est-à-dire notamment la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les actifs financiers disponibles à la vente, les prêts et certains instruments dérivés, l'exposition du groupe est liée aux défaillances éventuelles des tiers concernés, avec une exposition maximale égale à la valeur comptable de ces instruments.

La répartition des créances clients nettes entre encours non échus et encours échus est la suivante au 31/12/2008 :

(en milliers d'euros)	encours non échus	encours échus		total
		de 0 à 150 jours	à plus de 150 jours	
Créances clients et comptes rattachés (TTC)	73 819	59 546	22 348	155 713
Dépréciation des créances clients et comptes rattachés (HT)	0	(1 703)	(17 557)	(19 260)
Total créances clients et comptes rattachés	73 819	57 843	4 791	136 453

Risque de liquidité

Le groupe gère le risque de liquidité en utilisant un outil de gestion des liquidités récurrentes. Cet outil tient compte de la maturité à la fois des investissements financiers et des actifs financiers (par exemple créances clients, autres actifs financiers) et des estimations de flux de trésorerie futurs liés aux activités opérationnelles.

L'objectif du groupe est de maintenir l'équilibre entre la continuité des financements et leur flexibilité grâce à l'utilisation de découverts, d'emprunts bancaires, de contrats de location financement et d'achats à crédit. La politique du groupe est de ne pas avoir plus de 30% des emprunts qui arrivent à échéance dans les 12 mois. 19 % de la dette du groupe arrive à échéance à moins d'un an au 31 décembre 2008, calculés sur la base des montants présentés au bilan (dette hors avance consentie par les actionnaires majoritaires).

Justes valeurs des instruments financiers

Tous les instruments financiers du groupe ont des justes valeurs identiques à leurs valeurs comptables, à l'exception des emprunts et dettes financières. En effet, au 31 décembre 2008, le groupe a cinq contrats de swap de taux d'intérêt en cours.

Ces contrats de swap sont détaillés dans la Note 13, leur juste valeur est défavorable au groupe pour un montant de 1 018 milliers d'euros.

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	Actif financier à la juste valeur par le compte de résultat	Placement détenu jusqu'à échéance	Prêts et créances	Actifs financiers disponibles à la vente
Autres titres de participation	2	1 069				X
Prêts, cautionnements et autres créances	6 095	8 329			X	
Clients et comptes rattachés	136 453	127 353			X	
Autres créances	17 169	16 829			X	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 980	14 972	X			

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007	Risque de crédit	Risque de liquidité	Risque de taux
Autres titres de participation	2	1 069		X	
Prêts, cautionnements et autres créances	6 095	8 329		X	
Clients et comptes rattachés	136 453	127 353	X		
Autres créances	17 169	16 829	X		
Disponibilités	1 240	13 811		X	
SICAV et Fonds commun de placement	4 740	1 161		X	X
Crédit-bail retraité et emprunts	48 550	46 960		X	X
Autres emprunts et dettes financières diverses	55 754	58 165		X	X
Concours bancaires	12 194	0		X	X

NOTE 27 – EVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Changement à la tête du groupe Spir Communication

Au cours du conseil d'administration du 20 janvier 2009, Monsieur Philippe Léoni a fait part aux administrateurs de sa décision de quitter ses fonctions de Président Directeur Général de la société Spir Communication SA afin de réaliser des projets de développements d'entreprises et d'investissements personnels.

Le conseil d'administration en a pris acte et a nommé pour le remplacer à compter du 31 janvier 2009 Monsieur Patrick Leleu, 54 ans, diplômé de l'école polytechnique et du MBA de HEC, ancien Directeur Général de la société Bouygues Télécom et ancien Président Directeur Général des sociétés Noos et Infogrames.

Plan de réorganisation de l'activité pré-presse de la filiale Imprimeries IPS

Face à la dégradation de la conjoncture et à la mutation du marché de la Presse Gratuite, le groupe a annoncé (par un communiqué du 28 janvier 2009) un plan de restructuration dans l'Imprimerie afin d'ajuster les ressources à la réduction des besoins induite par la baisse du nombre de page imprimées et les gains de productivité réalisés. Ce projet pourrait concerner 130 postes, soit environ 20% des effectifs de la filiale, avec un plan de départs volontaires de mars 2009 à mars 2010.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2008

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Spir Communication, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

1 OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-après, nous attirons votre attention sur les notes 2.4 et 22 de l'annexe qui exposent les retraitements réalisés sur les comptes publiés au 31 décembre 2007 afin d'assurer une meilleure comparabilité des comptes.

2 JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Retraitement des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007

Les notes 2.4 et 22 de l'annexe aux comptes consolidés exposent les modalités des retraitements réalisés sur les comptes publiés au 31 décembre 2007 afin d'assurer une meilleure comparabilité des comptes.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables adoptés par votre société, nous avons examiné le correct retraitement des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007 et l'information donnée à ce titre dans la note 22 de l'annexe aux comptes consolidés.

Test de dépréciation des goodwill

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des goodwill selon les modalités décrites dans la note 2.3.5 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note 2.3.5 de l'annexe aux comptes consolidés donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Nantes, le 30 avril 2009

Marseille, le 30 avril 2009

KPMG AUDIT

Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG AUDIT

Franck Noël

Associé

Christine Blanc-Patin

Associée



COMPTES SOCIAUX

COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ MÈRE SPIR COMMUNICATION SA - PAGE 52

ANNEXE DES COMPTES SOCIAUX - PAGE 55

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES - PAGE 64

COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ MÈRE SPIR COMMUNICATION SA

BILAN

Actif		31/12/2008		31/12/2007	
(en milliers d'euros)		Brut	Amortissements Provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles					
	Fonds de commerce	67 582	12 218	55 364	55 440
	Autres immobilisations incorporelles	2 349	1 345	1 004	891
Note 1	Total immobilisations incorporelles	69 931	13 563	56 368	56 331
Immobilisations corporelles					
	Terrains	343		343	343
	Constructions et agencements	4 348	2 999	1 349	1 492
	Installations techniques	1 189	289	900	197
	Autres immobilisations corporelles	21 505	16 863	4 642	6 205
Note 1	Total immobilisations corporelles	27 385	20 151	7 234	8 237
Immobilisations financières					
	Participations	159 681	9 546	150 135	135 435
	Autres immobilisations financières	13 570	10	13 560	18 015
Note 1	Total immobilisations financières	173 251	9 556	163 695	153 450
	Total actif immobilisé	270 567	43 270	227 297	218 018
Actif circulant					
	Clients	13 181	1 074	12 107	13 871
	Autres créances d'exploitation	48 329		48 329	42 664
	Valeurs mobilières de placements	15 875	12 696	3 179	11 247
	Disponibilités	0		0	467
Note 2	Total actif circulant	77 385	13 770	63 615	68 249
Note 2	Comptes de régularisation	54		54	237
	Total de l'actif	348 006	57 040	290 966	286 504

Passif		31/12/2008		31/12/2007	
(en milliers d'euros)					
Capitaux propres					
	Capital	24 982		24 982	24 982
	Réserves	122 664		136 824	136 824
	Résultat	37 985		16 287	16 287
	Provisions réglementées	572		183	183
Note 3	Total capitaux propres	186 203		178 276	178 276
Note 4	Provisions pour risques et charges	26		22	22
Dettes financières					
	Dettes Actionnaires	52 862		52 923	52 923
	Emprunts et dettes financières divers	8 025		10 027	10 027
Note 5	Total dettes financières	60 887		62 950	62 950
Dettes d'exploitation					
	Dettes fournisseurs	9 845		15 802	15 802
	Autres dettes d'exploitation	27 323		29 454	29 454
	Concours bancaires	6 682		0	0
Note 5	Total dettes d'exploitation	43 850		45 256	45 256
	Total du passif	290 966		286 504	286 504

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Note 8 Chiffre d'affaires	105 252	124 988
Reprises sur provisions et amortissements et transfert de charges	550	749
Autres produits	1 631	1 761
Total produits d'exploitation	107 433	127 498
Achats et autres approvisionnements	(23 988)	(31 165)
Autres achats et charges externes	(60 465)	(72 151)
Impôts, taxes et versements assimilés	(415)	(495)
Charges de personnel		
Salaires	(1 277)	(1 780)
Charges sociales	(686)	(763)
Dotations aux amortissements et provisions		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	(2 531)	(2 523)
Dotations aux provisions pour risques et charges	(229)	
Autres charges	(2 012)	(2 029)
Total charges d'exploitation	(91 603)	(110 906)
Résultat d'exploitation	15 830	16 592
Reprises sur provisions et transfert de charges	824	1 308
Produits de participation	33 661	1 859
Autres produits financiers	3 308	2 062
Total produits financiers	37 793	5 229
Dotations financières aux amortissements et provisions	(7 901)	(3 592)
Autres charges financières	(4 515)	(3 025)
Total charges financières	(12 416)	(6 617)
Note 9 Résultat financier	25 377	(1 388)
Résultat courant avant impôt	41 207	15 204
Produits sur opérations de gestion	7	16
Produits sur opérations en capital	1 278	35 322
Reprises sur provisions et transfert de charges		
Total produits exceptionnels	1 285	35 338
Charges sur opérations de gestion	(47)	(5)
Charges sur opérations en capital	(1 151)	(29 959)
Dotations aux amortissements et provisions	(389)	(183)
Total charges exceptionnelles	(1 587)	(30 147)
Note 10 Résultat exceptionnel	(302)	5 191
Note 11 Impôt sur les bénéfices	(2 920)	(4 108)
Résultat net	37 985	16 287

ANNEXE DES COMPTES SOCIAUX

1. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

Pour la société Spir Communication SA, l'exercice 2008 s'est caractérisé par les événements suivants :

- l'acquisition de 1004 parts complémentaires de la SA Mobil Job, site internet mobile lié à l'emploi et à la formation. Cette acquisition porte le pourcentage de détention de Spir Communication SA dans cette société à 91,96%;
- la cession à Sipa SC en date du 24 novembre 2008 de sa participation de 1,92% dans la société Publihebdo.

2. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels en France.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1) IMMOBILISATIONS

Depuis le 1er janvier 2005 sont appliqués les règlements CRC 2002-10, relatifs à l'avis sur l'amortissement et à la dépréciation sur les actifs. Conformément à la réglementation comptable, ce changement de méthode a été appliqué de manière prospective et est sans incidence sur les capitaux propres. Les amortissements retenus pour la détermination du résultat d'exploitation sont calculés sur la durée d'utilisation estimée. Les frais d'acquisition sont comptabilisés en charge.

2) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition conformément à l'avis 04-15 du CNC. Concernant les fonds de commerce une provision peut être constatée si la valeur économique est inférieure à la valeur nette comptable.

Les amortissements sont calculés d'après la durée d'utilisation prévue suivant les instructions du règlement 02-10 du CRC :

Nature de l'immobilisation	Mode d'amortissement	Durée
Logiciels inférieurs à 15 000 euros	linéaire	1 an
Logiciels supérieurs à 15 000 euros	linéaire	5 ans
Logiciels développés en interne	linéaire	3 ans

Les fonds de commerce ne sont plus amortis depuis le premier janvier 2005.

Il n'a pas été constaté de provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles.

3) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition conformément à l'avis 04-15 du CNC (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

L'amortissement est calculé sur leur durée d'utilisation estimée suivant les instructions du règlement 02-10 du CRC.

Cette application est sans incidence significative sur les comptes.

Les modes et durées sont les suivantes :

Nature de l'immobilisation	Mode d'amortissement	Durée
Constructions	linéaire	20 à 30 ans
Agencements techniques	linéaire	5 à 8 ans
Matériels techniques	linéaire	5 à 8 ans
Véhicules	linéaire	3 à 5 ans
Autres matériels et mobiliers	linéaire	3 à 8 ans

4) IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, frais accessoires compris, conformément à la méthode préférentielle du PCG et suivant l'avis 2007-C du CNC. Lorsque la valeur des avantages futurs de la société est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Pour ce qui concerne 20 minutes France, il a été tenu compte, pour déterminer la valeur d'inventaire des titres au 31/12/2008, d'une part du bénéfice de la période et d'autre part des économies futures d'impôts qui seront générées par l'utilisation des déficits reportables de la société.

5) VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque le cours à la clôture de l'exercice est inférieur à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement au 31/12/2008 est constitué :

- de 151 444 actions Spir Communication pour un montant de 15 688 milliers d'euros, destinées à couvrir 7 plans d'attribution d'actions au profit de certains membres du personnel et de certains dirigeants du Groupe. La décote constatée entre le prix de revient et le prix d'exercice des options est provisionnée pour un montant de 12 696 milliers d'euros,

- de 9 949 actions Spir Communication pour un montant de 186 milliers d'euros détenues dans le cadre d'un contrat de régulation de cours conclu avec une société de bourse.

6) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions pour risques et charges sont constituées dans le respect des principes comptables et du règlement CRC 00-06.

Les provisions pour risques et charges sont constatées lorsque l'entreprise a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Les mouvements correspondent aux litiges nés ou dénoués sur l'exercice.

3. COMPLÉMENT D'INFORMATIONS

NOTE 1 - INFORMATIONS SUR L'ACTIF IMMOBILISÉ

Mouvements ayant affecté les divers postes de l'actif immobilisé.

Valeur brute des immobilisations

(en milliers d'euros)	Montant brut au 31/12/2007	Augmentations	Diminutions	Mouvements cpte à cpte	Montant brut au 31/12/2008
Immobilisations incorporelles					
Fonds de commerce	63 344	150			63 494
Concession, marques	515				515
Droit au bail	4 088				4 088
Logiciels	1 222	309	14	293	1 810
Immob. incorporelles en cours	317			(293)	24
Total immobilisations incorporelles	69 486	459	14	0	69 931
Immobilisations corporelles					
Terrains	343				343
Constructions et agencements	4 585		237		4 348
Installations techniques	304	886	1		1 189
Autres	21 648	529	672		21 505
Immob. corporelles en cours	0				0
Total immobilisations corporelles	26 880	1 415	910	0	27 385
Immobilisations financières					
Participations	145 914	14 834	1 067		159 681
Autres	18 025	545	5 000		13 570
Total immobilisations financières	163 939	15 379	6 067	0	173 251
Total général brut	260 305	17 253	6 991	0	270 567

Amortissements et provisions sur immobilisations

(en milliers d'euros)	Montant brut au 31/12/2007	Augmentations	Diminutions	Montant brut au 31/12/2008
Immobilisations incorporelles				
Fonds de commerce	11 992			11 992
Droit au bail	0	226		226
Logiciels et autres	1 163	196	14	1 345
Total immobilisations incorporelles	13 155	422	14	13 563
Immobilisations corporelles				
Constructions et agencements	3 093	143	237	2 999
Installations techniques	107	183	1	289
Autres	15 443	2 009	589	16 863
Total immobilisations corporelles	18 643	2 335	827	20 151
Immobilisations financières				
Participations	10 479		933	9 546
Autres	10			10
Total immobilisations financières	10 489	0	933	9 556
Total général amort. et provisions	42 287	2 757	1 774	43 270

Actif immobilisé net

(en milliers d'euros)	Valeur nette au 31/12/2007	Augmentations	Diminutions	Valeur nette au 31/12/2008
Total actif immobilisé net	218 018	14 496	5 217	227 297

Informations relatives aux fonds de commerce

(en milliers d'euros)	Fonds de cce acquis ou apportés	Parts de marché créées	Total
pour leur coût d'acquisition:	15 309		15 309
pour leur valeur d'apport lors de la fusion du 31 août 1987	10 537		10 537
pour leur valeur d'apport lors de la fusion du 30 juin 1996	2 549		2 549
pour leur valeur d'apport lors des fusions-absorptions du 6 mai 1998	281		281
pour leur valeur d'apport lors des fusions-absorptions du 6 mai 1999		3 813	3 813
pour leur valeur d'apport lors des fusions-absorptions du 18 mai 2000	828	11 559	12 387
pour leur valeur d'apport lors des fusions-absorptions du 24 avril 2002	156	5 221	5 377
pour leur valeur d'apport lors des fusions-absorptions du 19 mai 2005	400		400
pour leur valeur d'apport lors des fusions-absorptions du 15 mai 2007	11 098	1 743	12 841
Total	41 158	22 336	63 494

Informations relatives aux biens financés en crédit-bail

La société a financé son siège social sis à Aix-en-Provence en crédit-bail sur une durée de 12 ans.

(en milliers d'euros)	Valeur initiale	Redevances versées au 31/12/2008	Redevances restant à verser
Terrain siège social	924		
Construction siège social	8 932		
Biens financés en crédit bail	9 856	4 502	7 847
Echéancier			
	dont à un an au plus		1070
	dont de un à cinq ans		4 135
	dont à plus de cinq ans		2 642

NOTE 2 – AUTRES INFORMATIONS SUR LES POSTES DE L'ACTIF

Echéances des créances

(en milliers d'euros)	montant brut	à 1 an au plus	à plus d'un an
Actif immobilisé			
Autres immobilisations financières	13 570		13 570
Actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	13 181	13 181	
Autres créances	48 329	48 329	
Total	75 080	61 510	13 570
dont entreprises liées	65 244	52 320	12 924

Valeurs mobilières de placement et disponibilités

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Valeurs mobilières de placement		
Actions propres (Plans de stock-options)	15 688	15 688
Actions propres (Régulation de cours)	187	354
Sicav monétaires	0	0
Total	15 875	16 042
Disponibilités		
Comptes courants débiteurs	0	467
Total	0	467

Comptes de régularisation

Ils sont essentiellement composés de charges constatées d'avance pour un montant de 54 milliers d'euros.

NOTE 3 – CAPITAUX PROPRES

Composition du capital social

	Nombre de titres	Nominal
Actions composant le capital social au début de l'exercice	6 245 411	4 euros
Mouvements de l'exercice		
Actions composant le capital social à la clôture de l'exercice	6 245 411	4 euros

Variation de la situation nette

(en milliers d'euros)	Situation au 31/12/2007	Affectation résultat 2007	Autres mouvements	Situation au 31/12/2008
Capital	24 982			24 982
Prime d'émission	18 351			18 351
Prime de fusion	6 785			6 785
Réserves	111 246	(14 498)		96 748
Report à nouveau	442	(442)	780	780
Résultat	16 287	(16 287)	37 985	37 985
Provisions réglementées	183		389	572
Dividendes		31 227	(780)	
Capitaux propres	178 276	0	38 374	186 203

NOTE 4 – ETAT DES PROVISIONS

(en milliers d'euros)	Montant au 31/12/2007	Augmentations	Diminutions (provisions utilisées)	Diminutions (provisions non utilisées)	Montant au 31/12/2008
Provisions pour litiges	8				8
Provisions pour retraites	14	4			18
Provisions pour risques et charges	22	4	0	0	26
Provisions sur comptes clients	1 200		126		1 074
Provisions sur actions propres	4 795	7 901			12 696
Provisions pour dépréciations	5 995	7 901	126	0	13 770

NOTE 5 – ETAT DES DETTES

(en milliers d'euros)	montant brut	à 1 an au plus	à plus d'un an
Dettes Actionnaires	52 862	362	52 500
Emprunts et dettes financières diverses	8 025	2 025	6 000
Fournisseurs et comptes rattachés	9 845	9 845	
Dettes fiscales et sociales	4 678	4 678	
Compte courant passif	21 905	21 905	
Autres dettes	740	401	
Total	98 055	39 216	58 500
dont entreprises liées	83 593	31 093	52 500

NOTE 6 – INFORMATIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES

Bilan

(en milliers d'euros)	Montant net au bilan	Dont entreprises liées
Actif immobilisé		
Participations	150 135	150 132
Autres immobilisations financières	13 560	12 924
Actif circulant		
Clients et comptes rattachés	12 107	10 321
Autres créances	48 329	41 999
Dettes		
Dettes Actionnaires	52 862	52 862
Emprunts et dettes financières divers	8 025	0
Fournisseurs et comptes rattachés	9 845	8 972
Autres dettes	27 323	21 759
Produits et charges financiers	Montant net au résultat	Dont entreprises liées
Dividendes reçus	33 661	33 661
Autres produits financiers	4 132	3 699
Charges financières	12 416	3 263

NOTE 7 – ENGAGEMENTS FINANCIERS ET DETTES GARANTIES PAR DES SÛRETÉS RÉELLES

Les engagements et garanties donnés sont :

- cautions données pour garantir des prêts accordés à la SCI Les Oiseaux : 847 milliers d'euros,
- cautions données pour garantir les loyers de la société Imprimeries IPS dans le cadre des contrats de crédit-bail signés avec un établissement bancaire pour financer l'acquisition de 2 rotatives Mainstream Heidelberg : 5 057 milliers d'euros,

- caution donnée pour garantir les loyers de la société Imprimeries IPS dans le cadre du contrat de crédit-bail signé avec un établissement bancaire pour financer l'acquisition de 2 rotatives Blanchet Goss : 5 026 milliers d'euros,
- caution donnée pour garantir les loyers de la société Imprimeries IPS dans le cadre du contrat de crédit-bail signé avec un établissement bancaire pour financer l'acquisition d'une rotatives Goss Mainstream : 14 399 milliers d'euros,
- caution donnée pour garantir les loyers de la société 20 minutes France dans le cadre d'un bail commercial : 1 227 milliers d'euros.

NOTE 8 – CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires s'élève à 105 252 milliers d'euros.

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Régie	98 910	119 027
Autre	6 342	5 961
Total	105 252	124 988

La totalité du chiffre d'affaires est réalisée avec les sociétés du groupe Spir Communication, hors les redevances concernant les minitels, soit 5 milliers d'euros et locations diverses, soit 91 milliers d'euros.

NOTE 9 – RÉSULTAT FINANCIER

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Produits financiers		
Produits de participation	33 661	1 859
Revenus des prêts	2 844	1 633
Reprises sur provisions et transfert de charges	824	1 308
Prod.nets sur cessions valeurs mobilières de placement	464	429
Total produits financiers	37 793	5 229
Charges financières		
Dotations aux amortissements et provisions	(7 901)	(3 592)
Autres intérêts et charges assimilés	(4 515)	(3 025)
Total charges financières	(12 416)	(6 617)
Résultat financier	25 377	(1 388)

L'évolution du résultat financier s'explique essentiellement par l'augmentation des dividendes reçus et par l'augmentation de la provision sur titres auto-détenus.

Les produits financiers sont constitués principalement:

- de la distribution des dividendes de nos filiales pour un montant de 33 661 milliers d'euros,
- des intérêts versés par nos filiales pour les comptes courants avancés pour un montant de 2 844 milliers d'euros,

- des produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement dans le cadre de la gestion de trésorerie pour un montant de 464 milliers d'euros,
- d'une reprise de provision sur les titres Editions Aixois Multimédia, compte tenu des perspectives de retour au bénéfice de cette société, pour 933 milliers d'euros.

Les charges financières sont constituées principalement:

- d'une dotation pour dépréciation des titres d'auto contrôle pour un montant de 7 901 milliers d'euros,
- des intérêts versés à nos filiales et à nos actionnaires majoritaires pour les comptes courants avancés pour un montant de 3 292 milliers d'euros,
- d'intérêts bancaires pour un montant de 792 milliers d'euros,
- d'une moins-value de cession de titres d'auto contrôle dans le cadre du contrat d'animation de marché pour un montant de 431 milliers d'euros.

NOTE 10 – RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

(en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Produits sur opérations de gestion	7	16
Produits sur opérations en capital	1 278	35 322
Reprises sur provisions et transfert de charges		
Total produits exceptionnels	1 285	35 338
Charges sur opérations de gestion	(47)	(5)
Charges sur opérations en capital	(1 151)	(29 959)
Dotations aux amortissements et provisions	(389)	(183)
Total charges exceptionnelles	(1 587)	(30 147)
Résultat exceptionnel	(302)	5 191

Le résultat exceptionnel résulte principalement :

- de la plus-value de cession des titres Publihebdos pour un montant de 119 milliers d'euros,
- de l'amortissement dérogatoire pratiqué sur les frais d'acquisition de titres pour un montant de 389 milliers d'euros.

NOTE 11 – FISCALITÉ

La société Spir Communication a opté pour le régime fiscal de groupe, à compter du 1er janvier 1989. Elle s'est en conséquence constituée seule redevable de l'impôt sur le résultat d'ensemble du groupe ainsi formé conformément à l'article 223A du Code Général des Impôts.

(en milliers d'euros)	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Répartition			
Résultat courant	41 207	2 345	38 862
Résultat exceptionnel	(302)	(143)	(159)
Impôt lié à l'intégration fiscale		718	(718)
Total	40 905	2 920	37 985

NOTE 12 – RÉMUNÉRATION

Les rémunérations allouées aux organes de direction se sont élevées en 2008 à 1 277 milliers d'euros. Le détail de la rémunération des mandataires sociaux est précisé dans le rapport de gestion.

NOTE 13 – EVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Changement à la tête du groupe Spir Communication

Au cours du conseil d'administration du 20 janvier 2009, Monsieur Philippe Léoni a fait part aux administrateurs de sa décision de quitter ses fonctions de Président Directeur Général de la société Spir Communication SA afin de réaliser des projets de développements d'entreprises et d'investissements personnels.

Le conseil d'administration en a pris acte et a nommé pour le remplacer à compter du 31 janvier 2009 Monsieur Patrick Leleu, 54 ans, diplômé de

l'école polytechnique et du MBA de HEC, ancien Directeur Général de la société Bouygues Télécom et ancien Président Directeur Général des sociétés Noos et Infogrames.

NOTE 14 – IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

La société Spir Communication établit des comptes consolidés publiés concomitamment aux comptes sociaux. Ces comptes consolidés sont eux-mêmes intégrés globalement dans les comptes consolidés établis par Sofioouest.

Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

(en euros)	2008	2007	2006	2005	2004
Capital en fin d'exercice					
-Capital social	24 981 644	24 981 644	24 981 644	24 981 644	24 981 644
-Nombre d'actions ordinaires existantes	6 245 411	6 245 411	6 245 411	6 245 411	6 245 411
-Nombre d'actions à dividende prioritaire					
-Nombre maximal d'actions futures à créer					
- Par conversion d'obligations					
- Par exercice de droits de souscription					
Opérations et résultats de l'exercice					
-Chiffres d'affaires hors taxes	105 252 443	124 987 690	126 664 192	131 073 127	129 877 943
-Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	50 895 878	25 944 397	49 489 670	60 190 166	43 279 210
-Impôts sur les bénéfices	2 920 093	4 107 690	7 021 335	9 747 333	12 267 992
-Dotations aux amortissements et provisions	9 991 102	5 549 485	4 454 313	5 101 387	5 130 903
-Participation des salariés due au titre de l'exercice					
-Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	37 984 683	16 287 222	38 014 022	45 341 446	25 880 316
-Résultat distribué	0	(1)	31 227 055	31 227 055	31 227 055
Résultat par action					
-Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	7,68	3,50	6,80	8,08	4,97
-Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	6,08	2,61	6,09	7,26	4,14
-Dividende attribué à chaque action	0,00	(1)	5,00	5,00	5,00
Personnel					
-Effectif moyen des salariés de l'exercice	2	3	3	2	2
-Montant de la masse salariale de l'exercice	1 276 608	1 779 854	1 343 074	2 119 068	2 143 708
-Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice					
(sécurité sociale, œuvres sociales)	686 351	762 099	680 160	891 103	515 820

(1) dividende net proposé à l'assemblée générale

Liste des filiales et participations

(en euros)	Capital social Capitaux propres hors capital	% du capital détenu Valeurs d'inventaire des titres détenus (valeur nette)	Cautions et avals fournis Prêts et avances consentis	Chiffre d'affaires du dernier exercice Résultat courant du dernier exercice	Résultat net du dernier exercice Dividendes encaissés durant l'exercice
Régicom SAS	1 500 000	100,00%	0	172 470 019	(16 170 305)
Aix-en-Provence	(16 151 766)	23 035 169	14 395 792	(23 773 087)	0
Adrexo SAS	836 000	100,00%	0	274 822 587	(262 922)
Aix-en-Provence	34 749 627	4 053 596	7 182 900	394 851	7 399 281
Imprimeries IPS SAS	9 035 568	100,00%	24 482 060	115 444 630	5 415 224
Châteaurenard	41 591 609	17 285 334	0	8 202 700	16 056 933
Concept Multimédia SAS	1 074 000	97,91%	0	79 927 174	6 933 845
Aix-en-Provence	21 088 913	13 429 478	7 389 000	10 320 090	8 939 837
Les Oiseaux SCI	100	90,00%	847 450	594 086	242 800
Châteaurenard	316 053	872 861	31 474	364 200	200 950
Mobiljob SAS	83 920	91,96%	0	420 760	80 387
Aix-en-Provence	(1 825 759)	1 430 965	2 056 638	80 462	0
CIP SAS	560 000	33,94%	0	26 671 696	143 202
Aix-en-Provence	2 126 192	168 304	6 703 000	229 511	0
Editions Aixoises Multimédia SAS	2 600 000	50,00%	0	5 697 543	(657 864)
Aix-en-Provence	(5 952 717)	1 300 000	2 000 000	(657 864)	0
CarBoatMédia Holding SAS	46 473 180	50,00%	0	0	2 356 762
La Garenne Colombes	65 148 964	50 394 382	5 605 842	1 882 821	0
S3G Com SA	12 134 300	25,00%	0	50 295 266	2 760 519
Pessac	37 655 059	37 702 017	0	5 705 542	1 058 692
Inter Hebdo SAS	1 160 000	25,00%	0	1 631 752	846
Chartres	283 485	449 238	0	9 122	5 800
20 minutes France SAS	35 172 990	24,88%	1 227 000	49 363 846	(105 251)
Paris	(59 478 376)	0	6 250 000	(162 387)	0
Régie Publicitaire Nationale SAS	100 000	10,00%	0	0	(52 794)
Aix-en-Provence	(406 293)	10 000	1 394 000	(52 794)	0

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Spir Communication, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note « Immobilisations financières » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux participations et à leur dépréciation.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,

- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Les commissaires aux comptes

Nantes, le 30 avril 2009

Marseille, le 30 avril 2009

KPMG AUDIT

Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG AUDIT

Franck Noël

Associé

Christine Blanc-Patin

Associée



AUTRES RAPPORTS ET DOCUMENTS JURIDIQUES

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES - PAGE 68

RAPPORT SUR LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE MISES EN PLACE PAR LE GROUPE SPIR COMMUNICATION - PAGE 71

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE CONTRÔLE INTERNE - PAGE 76

PROJET DE RÉSOLUTIONS (PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 19 MAI 2009) - PAGE 77

LISTE DES MANDATS DES MANDATAIRES SOCIAUX SPIR COMMUNICATION - PAGE 82

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS AUTORISÉS AU COURS DE L'EXERCICE

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. Avec SIPA SC

Personnes concernées :

MM. François-Régis Hutin, François-Xavier Hutin, Paul Museux.

Nature et objet :

Votre société a cédé les 651.750 actions qu'elle détenait dans la société Publihebdos à la société SIPA.

Modalités :

Le prix de vente de ces actions a été fixé à € 1.186.185 et versé le 19 décembre 2008. Cette opération a été autorisée par le conseil d'administration du 16 décembre 2008.

2. Avec Adrexo S.A.S.

Nature et objet :

Votre société s'est portée caution de sa filiale, la société Adrexo d'un emprunt bancaire de M€ 9 auprès de la Société Générale sur une période de cinq ans. Cet emprunt a été souscrit pour le financement de l'acquisition de 2.128 actions du capital de la société Adrexo Sud-Ouest à la société S3G.

Modalités :

Les conditions prévoient un taux d'intérêt variable EURIBOR 1 mois + 0,70 perçu mensuellement d'avance, amortissable en cinq annuités de capital de 1 800 000 € auxquels s'ajoutent commissions et indemnité de résiliation anticipée. Cette opération a été autorisée par le conseil d'administration du 22 juillet 2008.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

1. Avec 20 Minutes France S.A.S.

a) Avance en compte courant

Personnes concernées :

MM. Philippe Léoni, Paul Museux et Camille Thiery.

Nature et objet :

Au cours de l'année 2004, trois avances en compte courant ont été

octroyées par votre société à la société 20 Minutes France S.A.S. et au cours de l'année 2005, une avance en compte courant supplémentaire de 1 500 000 € a été octroyée par votre société à la société 20 Minutes France S.A.S. Au cours de l'année 2006, aucun versement supplémentaire n'a été effectué. Au cours de l'année 2007, un versement supplémentaire de 2 500 000 € a été effectué portant le montant de l'avance à 6 250 000 €. Au cours de l'année 2008, aucun versement supplémentaire n'a été effectué.

Modalités :

Cette convention, autorisée par le conseil d'administration du 15 décembre 2004, prévoit que cette avance n'est pas rémunérée.

b) Cautionnement

Personnes concernées :

MM. Philippe Léoni, Camille Thiéry, Paul Museux.

Nature et objet :

Votre société s'est portée caution solidairement avec la société Sofiouest S.A. de 20 Minutes pour le paiement des loyers dus par sa filiale 20 Minutes pour les locaux qu'elle occupe 50-52, boulevard Haussmann, 75009 Paris.

Modalités :

Le montant de la caution est de 4 462 000 €. Cette convention a été autorisée par le conseil d'administration du 18 mai 2006.

2. Avec Regicom S.A.S.

a) Convention de régie

Personne concernée :

M. Philippe Léoni.

Nature et objet :

Au titre du contrat de régie passé avec la S.A.S. Régicom, votre société perçoit 62,5 % du chiffre d'affaires réalisé par cette dernière avec les journaux appartenant à votre société. Ce taux a été fixé par avenant du 1er janvier 2003.

Modalités :

Dans le cadre de cette convention, les contrats signés par la S.A.S. Régicom donnent lieu à un versement de 62,5 % à votre société. Sur l'exercice 2008, votre société a enregistré un produit de 98 910 328,54 €.

b) Convention sur les recettes minitel

Personne concernée :

M. Philippe Léoni.

Nature et objet :

Votre société rétrocède à Régicom S.A.S. 90 % des recettes de connexion minitel versées par France Télécom.

Modalités :

Sur l'exercice 2008, votre société a enregistré une charge de 4 613,48 €.

3. Avec S.C.I. Les Oiseaux

Personne concernée :

M. Francis Cartoux.

Nature et objet :

Garantie de paiement des loyers de crédit bail dus à la société Natexis par la S.C.I. Les Oiseaux.

Modalités :

L'engagement pour l'exercice 2008 s'élève 847 450 €.

4. Avec CIP S.A.S

a) Mise à disposition des locaux

Nature et objet :

Votre société met à la disposition de Cip S.A.S. les locaux qui constituent le siège social.

Modalités :

Au titre du bail du 22 février 2005 passé entre Cip S.A.S. et votre société pour l'occupation des locaux, il a été enregistré en 2008 un produit de 1 741 633 €.

b) Convention d'assistance administrative

Nature et objet :

Par convention du 15 septembre 1988, votre société a confié sa gestion administrative et informatique à Cip S.A.S.

Modalités :

Au titre de cette convention, votre société a enregistré en 2008 une charge de 2 662 842 €.

5. Avec Imprimerie IPS

Personnes concernées :

MM. Francis Cartoux (jusqu'au 31 janvier 2008) et Philippe Léoni pour la période postérieure.

Nature et objet :

Garantie de paiement des loyers de crédit bail dus par la société Imprimeries IPS à la société CM-CIC.

Modalités :

L'engagement pour 2008 s'élève à 14 399 060 €. Cette opération a été autorisée par le conseil d'administration du 24 juillet 2007.

6. Avec Carboatmedia

Personnes concernées :

MM. Philippe Léoni, Camille Thiéry.

Nature et objet :

Votre société facture des prestations de conseil dans le domaine de l'Internet à cette entité.

Modalités :

Le montant facturé est de 500 000 € en 2008 et il a été convenu un montant de 500 000 € par an. Cette opération a été autorisée par le conseil d'administration du 19 décembre 2007

7. Avec M. Camille Thiéry

Nature et objet :

Au titre de ses missions confiées par votre société dans le cadre de ses mandats d'administrateurs représentant votre société au conseil d'administration de ses filiales (20 minutes et Concept Multimedia Switzerland).

Modalités :

M. Camille Thiéry a facturé la somme de 20 560 €. Cette opération a été autorisée par le conseil d'administration du 7 décembre 2006.

Les commissaires aux comptes
Nantes, le 30 avril 2009

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Franck Noël
Associé

Marseille, le 30 avril 2009

Ernst & Young Audit

Christine Blanc-Patin
Associée

RAPPORT SUR LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE MISES EN PLACE PAR LE GROUPE SPIR COMMUNICATION

OBJECTIFS DU CONTROLE INTERNE

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans le groupe ont pour objet :

- d'une part de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre des orientations données par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables et sont conformes aux valeurs, normes et règles internes de l'entreprise,
- d'autre part de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société.

L'un des objectifs du contrôle interne est de prévenir et maîtriser les risques résultant des activités du groupe et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptables et financiers.

I. PRÉSENTATION DE L'ORGANISATION GÉNÉRALE DES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE :

IDENTIFICATION DES RISQUES

Les risques du marché :

Le groupe Spir Communication évolue dans le marché de la communication de proximité, un marché très concurrentiel puisque les annonceurs peuvent opter pour plusieurs supports lorsqu'ils veulent communiquer :

- la radio,
- la télévision,
- l'affichage,
- la presse,
- le marketing direct,
- internet.

Le groupe a une offre, par l'intermédiaire de ses filiales spécialisées, qui couvre les trois derniers modes de communication précités. Ceci lui permet de supporter mieux que d'autres les évolutions des modes de

communication notamment du « print » vers le « web » ou vers des opérations de marketing direct.

S'agissant essentiellement de produits de grande consommation et dans un environnement économique difficile conduisant à une exacerbation de la concurrence entre les annonceurs, le marché de la communication ne présente pas de risque lié à une éventuelle concentration ou à une disparition de son fondement. Il est en revanche sensible à l'évolution de la consommation des ménages et à l'impact qu'elle a sur les budgets publicitaires de nos clients annonceurs.

Le nombre de clients étant très important, il n'y a pas de risque majeur lié à la solvabilité de l'un d'entre eux ; en effet aucun client ne représente plus de 5 % du chiffre d'affaires consolidé.

Les risques juridiques :

Etant un support de diffusion de publicités produites en interne ou délivrées par des tiers, le groupe est susceptible d'être confronté à des revendications diverses au titre de la violation des dispositions propres aux droits de la propriété intellectuelle ou aux droits de la personnalité. Par ailleurs, la responsabilité éditoriale du groupe est susceptible d'être engagée par la diffusion dans les journaux et sur les sites internet du groupe, d'annonces et/ou de publicités ne respectant pas les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin de prévenir ces risques, les forces de ventes concernées suivent des formations juridiques internes dispensées lors de stages de formation, disposent d'une base de données juridiques accessible sur le site intranet du groupe et de l'assistance opérationnelle de la direction juridique.

Les risques d'évolution de la législation sur le travail :

Notre filiale de distribution de documents en boîte aux lettres fait appel à une main d'œuvre très nombreuse, travaillant souvent à temps partiel et ayant une rémunération égale ou légèrement supérieure au smic. Elle pourrait donc être impactée négativement par des évolutions du droit du travail qui renchériraient les coûts et/ou modifieraient les conditions d'emploi de cette typologie de personnel.

Cette même filiale applique une convention collective de branche qui, actuellement seule en France, s'appuie sur la notion de « pré-

quantification » du temps de travail. Un décret d'application encadre cette notion nouvelle mais toute évolution législative ou réglementaire sur cette spécificité du droit du travail pourrait avoir des conséquences sur la rentabilité de cette filiale.

Les risques sociaux :

Notre Direction des ressources humaines fait du dialogue social une priorité mais des revendications pour des causes internes ou externes à l'entreprise pourraient conduire à des blocages de nos centres de distribution ou de nos sites industriels avec des conséquences négatives sur l'ensemble de nos activités.

Des mouvements sociaux paralysant la libre circulation de nos transporteurs pourraient également affecter l'approvisionnement de nos imprimeries ou le transport de nos journaux ou des prospectus de nos clients vers nos centres de distribution.

Les risques liés à une forte augmentation du prix du papier ou d'autres facteurs de production :

Le poste papier représente 7% de nos charges d'exploitation en 2008. Une augmentation importante du prix du papier aurait des conséquences négatives sur notre marge. Du fait de l'importance de nos achats, notre capacité d'obtenir les meilleurs prix est certaine et nous les fixons en euros par période de un an ou six mois selon les catégories de papier, mais les cours sont mondiaux et définis en dollars.

Dans de moindres proportions, soit directement en achat du carburant pour les véhicules de nos forces de ventes, soit indirectement pour le transport de nos journaux et le remboursement des frais de déplacement de nos distributeurs, une forte hausse du prix des produits pétroliers ne serait pas sans conséquences sur notre résultat malgré nos efforts pour limiter nos besoins et répercuter la croissance des coûts dans nos tarifs.

Les risques liés à des dommages subis par nos systèmes informatiques ou nos imprimeries :

Une grande partie de nos activités est dépendante du bon fonctionnement de nos systèmes d'information, de production ou de diffusion. Leur fonctionnement efficace pourrait être affecté par un certain nombre de causes accidentelles, climatiques, par des actes de malveillance, par des coupures durables d'électricité ou des défaillances des réseaux de communication. Néanmoins, les conséquences liées à ces risques sont limitées par la multiplicité de nos sites d'impression et par des mesures de sécurité informatique.

Le groupe dispose par ailleurs de contrats d'assurance pertes d'exploitation.

Risque de taux d'intérêt :

L'exposition du groupe au risque de variation des taux d'intérêt de marché est liée à l'endettement financier à long terme du groupe, à taux variable. La politique du groupe consiste à gérer sa charge d'intérêt en utilisant une combinaison d'emprunts à taux fixe et à taux variable. Plus de 60% de sa dette (hors avance consentie par les actionnaires majoritaires) est à taux fixe. Dans cet objectif, le groupe met en place des swaps de taux d'intérêt par lesquels il échange à intervalles déterminés, la différence entre le montant des intérêts à taux fixe et le montant des intérêts à taux variable calculés sur un montant nominal d'emprunt convenu entre les parties. Ces swaps sont affectés à la couverture des emprunts. Au 31 décembre 2008, après prise en compte des swaps de taux d'intérêt, 82% de la dette du groupe est à taux d'intérêt fixe.

Risque de crédit :

Le groupe n'entretient de relations commerciales qu'avec des tiers dont la surface financière paraît compatible avec l'encours qu'ils ont chez nous. La politique du groupe est de vérifier la santé financière de tous les clients importants qui souhaitent obtenir des conditions de paiement à crédit. De plus, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent et par conséquent, l'exposition du groupe aux créances irrécouvrables est peu importante. L'exposition maximale est égale à la valeur comptable, telle que présentée dans la Note 8. Le groupe ne présente pas de concentrations importantes de risque de crédit. Toutefois l'importance de la crise de cette fin d'année est susceptible d'altérer la solvabilité de certains de nos clients dans les secteurs d'activités les plus touchés. Concernant le risque de crédit relatif aux autres actifs financiers du groupe, c'est-à-dire notamment la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les actifs financiers disponibles à la vente, les prêts et certains instruments dérivés, l'exposition du groupe est liée aux défaillances éventuelles des tiers concernés, avec une exposition maximale égale à la valeur comptable de ces instruments.

Risque de liquidité :

Le groupe gère le risque de liquidité en utilisant un outil de gestion des liquidités courantes. Cet outil tient compte de la maturité à la fois des investissements financiers et des actifs financiers (par exemple créances clients, autres actifs financiers) et des estimations de flux de trésorerie futurs liés aux activités opérationnelles. L'objectif du groupe est de maintenir l'équilibre entre la continuité des financements et leur flexibilité grâce à l'utilisation de découverts, d'emprunts bancaires, de contrats de location financement et d'achats à crédit. La politique du groupe est de ne pas avoir plus de 30% des emprunts qui arrivent à échéance dans les 12 mois. 19% de la dette du

groupe arrive à échéance à moins d'un an au 31 décembre 2008, calculés sur la base des montants présentés au bilan (dette hors avance consentie par les actionnaires majoritaires).

LES RÉPONSES ORGANISATIONNELLES DE L'ENTREPRISE

Confronté quotidiennement aux évolutions de son environnement, le groupe a mis en place une organisation très centralisée permettant une identification des risques permanente afin de répondre de manière optimale aux conséquences éventuelles.

Cette organisation s'appuie :

- sur une très forte implication des cadres managers du groupe à travers une charte interne qui repose sur les valeurs de Solidarité, de Professionnalisme, d'Implication et de Responsabilité (S.P.I.R.),
- une direction de chaque métier très simple avec deux à trois niveaux hiérarchiques entre le Directeur Général et les responsables de centres de profit qu'il gère. Cette proximité est un facteur de communication très fort permettant aux directions d'agir immédiatement,
- une organisation administrative proche des métiers permettant un traitement de l'information immédiat à destination des directions.
- un contrôle central permettant d'unifier les méthodologies et normes entre les différentes filiales du groupe.

Les risques afférents à chaque filiale sont analysés et instruits lors des comités de direction et comité exécutif qui ont lieu mensuellement.

Les risques globaux (environnement, social, économique, juridique...) sont traités de manière centralisée à deux niveaux :

- au sein des comités de direction groupe qui regroupent l'ensemble des Directeurs Généraux et Présidents sous la présidence du Président et du Secrétaire Général du groupe,
- au sein des conseils d'administration lorsque les impacts sont majeurs.

LES ACTEURS DU CONTRÔLE INTERNE

Différents acteurs exercent une activité de contrôle interne au sein du groupe :

Les comités de direction :

Chaque activité a son propre comité de direction qui se réunit mensuellement pour analyser les résultats de son activité et mettre en place les plans d'actions nécessaires au bon fonctionnement de l'activité. Lors de chaque comité de direction, un point est fait sur :

- les résultats économiques,
- la mise en place de plans d'actions pour corriger les écarts constatés,
- les ressources humaines,

- l'évolution des décisions stratégiques prises par le comité de direction groupe.

Un comité de direction groupe réunit chaque mois les Présidents et Directeurs Généraux de chaque activité sous la Présidence du Président et du Secrétaire Général du groupe.

Ces comités de direction échangent sur les stratégies de chaque métier afin de fédérer les activités. Ils analysent les reportings qualité lorsque les activités travaillent ensemble (distribution d'imprimés et imprimeries, presse gratuite d'annonces et thématiques immobiliers).

Les comités du conseil d'administration :

Toutes les décisions relevant de son Président qui ont une conséquence humaine, financière ou juridique importante sont mises à l'ordre du jour pour une décision des administrateurs.

Un point sur les résultats trimestriels et sur les résultats estimés annuels est réalisé lors de chaque conseil d'administration.

Sur proposition de son Président, le conseil d'administration a constitué 3 comités :

- le comité d'audit,
- le comité d'investissement et d'acquisition,
- le comité des nominations et des rémunérations.

Ces comités se réunissent lorsque cela est nécessaire.

Le contrôle financier international :

Les filiales étrangères qui représentent à fin 2008, 3,7 % du chiffre d'affaires du groupe disposent d'une structure administrative locale dépendante du responsable du pays. Le contrôle et l'assistance administrative du siège sont assurés par un contrôleur financier international dont le but est :

- d'assurer et d'adapter la mise en place des procédures de contrôle interne du groupe,
- de piloter les reporting mensuels selon les mêmes plannings que pour la France (J+5),
- de piloter l'installation du « core system » du groupe,
- d'assurer le lien entre la Direction Financière du groupe et l'entité.

Le service audit interne :

Rattaché à la Direction financière groupe, il conduit en permanence des missions d'audit définies selon un plan d'audit annuel validé par le comité d'audit. Ces missions ont pour but de vérifier que les procédures internes sont correctement mises en œuvre et qu'elles répondent toujours aux objectifs qui avaient présidés à leur établissement. Il suggère également

de nouvelles procédures lorsque des failles de sécurité sont détectées. Les rapports qu'il produit sont transmis au Président et au Secrétaire Général du groupe ainsi qu'aux directions générales des filiales concernées et au comité d'audit.

II. ORGANISATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

LE SYSTÈME D'INFORMATION

Afin de répondre aux objectifs du contrôle interne, le groupe a mis en place une organisation très centralisée puisque toutes les comptabilités des sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale ainsi que leurs systèmes d'information comptables et financiers sont regroupés au siège social à Aix-en-Provence et sont contrôlés par la Direction financière du groupe.

Les achats des filiales françaises du groupe sont également traités par un service central à l'exception des achats de papier, d'encre et de plaques traitées directement par notre filiale d'imprimerie.

Concernant les filiales internationales, tous les pays ont été équipés d'un système d'information baptisé « core system » s'appuyant sur SAP et adapté à chaque réglementation locale.

Cette organisation permet un reporting comptable et financier très important :

- un reporting hebdomadaire des principaux indicateurs pour chacun des 800 centres de profit : chiffre d'affaires, marge brute, résultat opérationnel,
- un reporting mensuel s'appuyant sur les données réelles : facturations, frais de personnel, coûts de fabrication. Chaque centre de profit a son compte de résultat qui est contrôlé avec un budget. Ce compte de résultat permet de déterminer l'un des éléments de la rémunération du responsable du centre de profit,
- la consolidation mensuelle des activités permet un pilotage grâce aux éléments budgétaires consolidés,
- les publications légales : chiffre d'affaires trimestriel, résultats semestriel et annuel.

Ces reportings sont produits par les Directions financières opérationnelles de chaque filiale selon des normes définies par la Direction financière du groupe et sous son contrôle. Cette dernière contrôle et consolide mensuellement les reportings.

LES PROCÉDURES

Cette organisation permet une mise en place et un contrôle aisés des procédures existantes qui organisent les flux au sein du groupe. De très nombreuses procédures existent dans les domaines suivants :

Les achats : de l'engagement des dépenses au paiement des fournisseurs, chaque étape est encadrée par une procédure interne qui définit l'objet, le montant, l'autorisation et la validation d'une acquisition. Les dépenses importantes sont soumises au comité d'investissement.

Trésorerie : deux personnes, membres du comité de Direction Spir, ont tous pouvoirs sur les comptes bancaires du groupe. Cinq autres personnes (Présidents et Directeurs Généraux membres du comité de Direction Spir Communication) bénéficient d'un pouvoir limité à la somme de 100 Keuros.

Le chiffre d'affaires : toute prestation vendue fait l'objet de procédures visant à s'assurer de l'exhaustivité et de la réalité de l'opération ainsi que de la conformité légale des documents traités (petites annonces, publicités...).

Personnel : toute entrée d'un collaborateur fait l'objet d'une procédure très stricte notamment chez Adrexo qui gère une population de plus de 23.000 distributeurs. Chaque contrat de travail et tous les éléments de rémunération sont validés par un membre du comité de Direction Spir Communication.

En sus des diligences des Commissaires aux Comptes, la bonne application des procédures internes et leur adéquation avec l'évolution des besoins sont régulièrement auditées par un service dédié de la Direction financière du groupe.

SÉCURITÉ INFORMATIQUE

Ayant un système informatique de type centralisé, le groupe s'est organisé pour minimiser les risques qui en découlent :

- les infrastructures de notre filiale d'imprimerie sont réparties sur de nombreux sites,
- le web est hébergé chez un prestataire qui dispose de ses propres dispositifs de secours,
- le SI central est réparti dans deux ailes éloignées du siège aixois, à Levallois et à Châteaurenard,
- les sauvegardes quotidiennes sont stockées chez un prestataire externe,
- les liaisons spécialisées critiques sont doublées,
- des sécurités d'accès physiques aux salles informatiques et logiques aux programmes et données sont en place,
- les progiciels utilisés sont le plus souvent des références dans leur domaine.

Courant 2009 un plan de reprise d'activité nécessaire en cas de défaillance grave de notre système d'information, sera défini et mis en œuvre.

PROCESSUS DE CONSOLIDATION

Les travaux de consolidation du groupe sont centralisés au siège social à Aix-en-Provence.

Après avoir été audités par les commissaires aux comptes (Kpmg et Ernst and Young sont co-commissaires aux comptes sur les principales filiales), les états financiers produits par les Directions financières opérationnelles de chaque filiale sont intégrés par la Direction financière groupe.

Ces travaux, ainsi que les normes et procédures comptables, sont ensuite présentés au comité d'audit qui les examine avant de les présenter au conseil d'administration.

Investir sur les moyens permettant une fiabilité des flux de circulation de l'information, qu'elle soit financière ou non, permettant la sécurité des hommes et des femmes qui représentent les atouts de nos sociétés est le leitmotiv des instances dirigeantes (conseil d'administration, Direction Générale et comités de direction) du groupe.

En nous appuyant sur les recommandations de l'AMF (Cadre de référence du Contrôle Interne pour les valeurs moyennes), nous continuerons à mettre en place chaque fois que cela sera nécessaire, des points de contrôle clés qui contribuent à la maîtrise des risques et donc à notre développement serein.

A Aix-en-Provence
Le 17 février 2009

Patrick Leleu
Président Directeur Général

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE CONTRÔLE INTERNE

Mesdames, Messieurs les Actionnaires

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Spir Communication S.A. et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président.

Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce.

Les commissaires aux comptes

Nantes, le 30 avril 2009

Marseille, le 30 avril 2009

KPMG AUDIT

Département de KPMG S.A.

Franck Noël

Associé

ERNST & YOUNG AUDIT

Christine Blanc-Patin

Associée

PROJET DE RÉSOLUTIONS

(PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 19 MAI 2009)

ORDRE JOUR :

I) POINTS RELEVANT D'UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE :

- Lecture du rapport de gestion établi par le conseil d'administration,
- Lecture du rapport général des commissaires aux comptes,
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008, approbation des charges non déductibles et quitus aux administrateurs,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Approbation des comptes consolidés du groupe Spir Communication de l'exercice clos le 31 décembre 2008,
- Lecture du rapport du Président sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et lecture du rapport des commissaires aux comptes sur le dit rapport,
- Lecture du rapport spécial sur les stocks options,
- Lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du code de commerce et approbation desdites conventions,
- Ratification de la cooptation de Monsieur Patrick Leleu en qualité d'administrateur en remplacement de Monsieur Philippe Léoni
- Renouvellement des mandats des administrateurs arrivés à expiration,
- Proposition de nomination de nouveaux administrateurs
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

II) POINTS RELEVANT D'UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE :

- Autorisations données au conseil d'administration d'acquérir ses propres actions :
 - Rapport sur l'utilisation de l'autorisation donnée par l'assemblée générale mixte du 20 mai 2008 d'acquérir ses propres actions ;
 - Rapport en vue d'obtenir l'autorisation de l'assemblée générale mixte du 19 mai 2009 d'acquérir ses propres actions ;

- Autorisation donnée au conseil d'administration d'attribuer des plans d'options d'achat d'actions et/ou des plans de souscription d'actions et/ou des plans d'attribution d'actions gratuites;
 - Lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes ;
 - Autorisation donnée au conseil d'administration ;
- Proposition d'ouverture du capital aux salariés

- Apport partiel d'actif par Spir Communication de sa branche d'activité d'édition à Regicom;
 - rapport du président sur le projet de traité d'apport partiel d'actif ;
 - rapports du commissaire à la scission,
 - approbation du projet de traité d'apport partiel d'actif aux termes duquel la société Spir Communication ferait apport de sa branche d'activité d'édition à la société Regicom, approbation de l'apport qui y est stipulé, de son évaluation et de sa rémunération ;

- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

I. PARTIE ORDINAIRE PREMIERE RESOLUTION

Après avoir entendu lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes, ainsi que les explications complémentaires apportées, les observations échangées en cours de séance et après avoir pris connaissance du bilan et des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008, l'assemblée générale approuve les comptes annuels dans leur intégralité et en toutes leurs parties (bilan, compte de résultat et annexes) ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et visées dans ces rapports.

Elle approuve les dépenses et charges non déductibles des bénéficiaires assujettis à l'impôt sur les sociétés qui s'élèvent à un montant global de 16 245,05 euros.

Elle constate que les comptes annuels présentent un bénéfice net comptable de trente sept millions neuf cent quatre vingt quatre mille six

cent quatre vingt trois euros et dix sept centimes (37 984 683,17 euros).

En conséquence, elle donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2008 quitus de leur gestion à tous les administrateurs et décharge de l'accomplissement de leur mission aux commissaires aux comptes.

DEUXIEME RESOLUTION

Après avoir constaté que les comptes de l'exercice font apparaître un bénéfice de trente sept millions neuf cent quatre vingt quatre mille six cent quatre vingt trois euros et dix sept centimes (37 984 683,17 euros) et un report à nouveau créateur de sept cent quatre vingt mille trois cent soixante cinq euros (780 365,00 €), étant précisé que la réserve légale est intégralement dotée, après discussion et échange de vues, décide des affectations et répartitions suivantes :

Bénéfice de l'année :	37 984 683,17 euros
Report à nouveau créateur :	780 365,00 euros

Total à répartir	38 765 048,17 euros

En réserves diverses, la somme de	38 765 048,17 euros

Total réparti	38 765 048,17 euros

Il est précisé que les dividendes qui ont été mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été de :

Années	Nombre d'actions rémunérées	Montant total de la distribution	Dividendes
2005	6 245 411	31 227 055,00 euros	5,00 euros
2006	6 245 411	31 227 055,00 euros	5,00 euros
2007	6 245 411	31 227 055,00 euros	5,00 euros

TROISIEME RESOLUTION

Après avoir entendu lecture du rapport des commissaires aux comptes, ainsi que les explications complémentaires, l'assemblée générale approuve les comptes consolidés de l'exercice 2008, qui présentent un chiffre d'affaires de 650,1 millions d'euros, un bénéfice net de l'ensemble consolidé de 10,5 millions d'euros et un bénéfice net part du groupe de 10,5 millions d'euros.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38

du Code de commerce et statuant sur ce rapport, approuve chacune des dites conventions.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de ratifier la nomination de Monsieur Patrick Leleu comme administrateur faite à titre provisoire par le conseil d'administration en date du 20 janvier 2009, à compter du 31 janvier 2009 à minuit, en remplacement de Monsieur Philippe Léoni, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de ce dernier, soit jusqu'à l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de réélire, en qualité d'administrateur, pour une durée de six années venant à expiration lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes clos le 31 décembre 2014, Monsieur Patrick Leleu, administrateur sortant.

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de réélire, en qualité d'administrateur, pour une durée de six années venant à expiration lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes clos le 31 décembre 2014, Monsieur Gérard Bécue, administrateur sortant.

HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de réélire, en qualité d'administrateur, pour une durée de six années venant à expiration lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes clos le 31 décembre 2014, Monsieur Francis Cartoux, administrateur sortant.

NEUVIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de réélire, en qualité d'administrateur, pour une durée de six années venant à expiration lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes clos le 31 décembre 2014, Monsieur François-Régis Hutin, administrateur sortant.

DIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de réélire, en qualité d'administrateur, pour une durée de six années venant à expiration lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes clos le 31 décembre 2014, Monsieur François-Xavier Hutin, administrateur sortant.

ONZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de réélire, en qualité d'administrateur, pour une durée de six années venant à expiration lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes clos le 31 décembre 2014, Monsieur Paul Museux, administrateur sortant.

DOUZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'élire en qualité de nouvel administrateur, Monsieur Georges Coudray, demeurant 9 rue du Val Saint Joseph, 35400 Saint Malo, pour une durée de six exercices, commençant à courir ce jour et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

TREIZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'élire en qualité de nouvel administrateur, Monsieur Patrice Hutin, demeurant 46 rue Saint Placide, 75006 Paris, pour une durée de six exercices, commençant à courir ce jour et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

QUATORZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs aux porteurs de copies ou extraits du présent procès verbal pour réaliser tous dépôts et publications éventuellement nécessaires.

II. PARTIE EXTRAORDINAIRE

QUINZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du conseil d'administration sur l'utilisation de l'autorisation donnée par l'assemblée générale mixte du 20 mai 2008 d'acquiescer ses propres actions, constate que les objectifs fixés ont été respectés et valide les dites acquisitions.

SEIZIEME RESOLUTION

Après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration sur le nouveau programme de rachat d'actions, l'assemblée générale autorise le conseil d'administration à acheter des actions de la société dans la limite de 8% du nombre d'actions composant le capital social au jour de la présente assemblée, soit 499 632 actions. L'assemblée décide que les acquisitions d'actions pourront être effectuées,

conformément aux indications du rapport du conseil, avec les finalités suivantes par ordre d'intérêt décroissant:

- l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Spir
- Communication par un Prestataire de Service d'Investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF, avec un plafond de 4% du capital social,
- attribuer des actions aux salariés de la société et des filiales du groupe Spir Communication, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, pour le service des options d'achats ou de souscriptions d'actions ou pour l'attribution gratuite d'actions aux salariés dans l'application des dispositions de l'article L.225-197-1 et suivants du Code de commerce,
- financer des opérations de croissance externe, en respectant le plafond légal de 5% du capital social.

En outre, il serait précisé, que les achats ou cessions de ces actions pourraient être effectués par tous moyens, y compris par acquisition ou cession de bloc de titres voir l'utilisation d'instruments dérivés.

Le prix maximum d'achat ne peut excéder 100 euros par action et le prix minimum de vente être inférieur à 5 euros par action (sauf éventuelles opérations sur le capital de la société).

La présente autorisation serait donnée pour dix-huit mois.

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de délégation, pour passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et d'une manière générale faire le nécessaire pour l'application de la présente autorisation.

DIX SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial du commissaire aux comptes, autorise le conseil d'administration à consentir, au profit des dirigeants sociaux définis par la loi et des cadres supérieurs des sociétés du groupe des plans d'options d'achat d'actions et/ou des plans d'options de souscription d'actions et/ou des plans d'attribution d'actions gratuites, dans la limite d'un montant maximum de 4% du capital social. Cette autorisation, dont il pourra être fait usage en une ou plusieurs fois, est donnée pour une durée de trente-huit mois à compter de la présente assemblée.

L'attribution d'options de souscription d'actions et/ou options d'achat d'actions ne bénéficiant pas à l'ensemble des salariés, il est rappelé qu'il existe à ce jour dans la société Spir Communication un accord de participation groupe dérogatoire répondant à l'exigence d'un dispositif d'association des salariés aux performances de l'entreprise.

L'assemblée générale prend acte de ce que les plans envisagés soumettront les éventuelles attributions d'actions aux dirigeants mandataires sociaux ou des cadres supérieurs à des conditions de performance sérieuses et exigeantes qui seront proposées par le Comité de Rémunération.

L'assemblée prend acte également de ce que les plans de stock-options proposés ne représentent pas un pourcentage disproportionné de l'ensemble des rémunérations attribué à chaque dirigeant mandataire social. L'assemblée prend acte de ce que le conseil a demandé au comité des rémunérations de préciser la politique de stock options, notamment de lui proposer un projet de pourcentage que peuvent représenter les stocks-options par rapport à la rémunération globale de chaque intéressé, puis le conseil fixera ce pourcentage maximal.

Les motifs présidant à la possibilité de mettre en œuvre chaque plan sont les suivants, la motivation et la fidélisation des collaborateurs en leur permettant de participer à la croissance du groupe.

S'agissant de l'octroi d'options, le prix d'achat ou de souscription des actions par les bénéficiaires sera fixé par le conseil d'administration au jour où les actions seront consenties et conformément aux recommandations publiés le 6 octobre 2008 par l'AFEP-MEDEF qui prévoient notamment la suppression de la décote et aux articles L.225-208 et L.225-209 du code de commerce.

Aucune option d'achat ou de souscription d'actions ne pourra être consentie moins de vingt séances de bourse après le détachement d'un coupon donnant droit à un dividende ou à une augmentation de capital, ni dans un délai de dix séances de bourse précédant et suivant la date à laquelle les comptes consolidés, ou à défaut les comptes annuels, sont rendus publics, ni dans le délai compris entre la date à laquelle les organes sociaux ont connaissance d'une information qui, si elle était rendue publique, pourrait avoir une incidence significative sur le cours des titres de la société, et la date postérieure de dix séances de bourse à celle où cette information est rendue publique.

Les options devront être levées au plus tôt dans un délai de 4 ans et au plus tard dans un délai de 8 ans à compter du jour ou elles sont consenties, étant entendu que les bénéficiaires devront toujours être en fonction et n'être pas démissionnaires au jour de la levée d'options.

Le conseil d'administration fixera les périodes au cours desquelles les options pourront être levées. Il pourra prévoir l'interdiction de revente immédiate des actions acquises, sans toutefois que le délai imposé pour la conservation des titres puisse excéder trois ans à compter de la levée de l'option. L'assemblée générale prend acte de ce que la présente autorisation comporte au profit des bénéficiaires des options, renonciation expresse

des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'option.

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au conseil d'administration pour fixer dans les limites légales et réglementaires, toutes les autres conditions et modalités de l'attribution des options d'achat et de leur levée, et notamment pour arrêter la liste ou les catégories de bénéficiaires suivant ce qu'il jugera le plus approprié pour assurer la motivation et la fidélisation des bénéficiaires auxquels s'adressent ces options tout en se conformant à toutes les dispositions en vigueur et notamment aux recommandations du 6 octobre 2008 publiées par l'AFEP et le MEDEF.

L'augmentation de capital résultant des levées d'options de souscriptions d'actions sera définitivement réalisée du seul fait de la déclaration de levée d'option accompagnée du paiement correspondant en numéraire ou par compensation avec des créances sur la société ; Lors de sa première réunion suivant la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration constatera, s'il y a lieu, le nombre et le montant des actions émises pendant la durée de l'exercice, apportera les modifications nécessaires aux statuts et effectuera les formalités de publicité.

DIX HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes, prenant acte des dispositions de l'article L.225-129-6 du code de commerce, visant à réserver aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise une augmentation du capital social en numéraire aux conditions prévues aux articles L.443-5 et suivants du code du travail, et statuant conformément à ces dispositions ainsi qu'à celles de l'article L.225-138 du code de commerce,

- constate que les actions détenues par le personnel de la société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 du code de commerce représentent moins de 3 % du capital social ;
- décide d'autoriser le conseil d'administration à procéder à une augmentation de capital, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, dans un délai de deux ans à compter du jour de la présente assemblée, et ce dans la limite d'un nombre d'actions correspondant à 1% du capital social, après toute opération, le nombre total d'actions qui pourront être ainsi émises, dont le montant nominal est de 4 euros outre la prime d'émission, réservée aux salariés adhérant au plan d'épargne d'entreprise et réalisée conformément aux dispositions de l'article L.443-5 du code du travail. En conséquence, cette autorisation entraîne la suppression de plein droit du droit préférentiel de souscription de l'actionnaire ;
- décide de supprimer en conséquence le droit préférentiel de

souscription attribué aux actionnaires par l'article L.225-132 du code de commerce et de réserver la souscription desdites actions ordinaires aux salariés du groupe ;

- fixe à vingt six mois à compter du jour de la présente assemblée générale, la durée de la validité de la présente délégation ;
- s'agissant de titres admis aux négociations sur un marché réglementé, décide que le prix de souscription des nouvelles actions ordinaires, qui conféreront les mêmes droits que les actions anciennes de même catégorie, ne pourra être supérieur à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription, ni inférieur de plus de 20% à cette moyenne (ou 30% lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan en application des articles L.3332-25 et L.3333-26 est au moins égale à dix ans).
- décide que chaque augmentation de capital ne sera réalisée qu'à concurrence du montant des actions effectivement souscrites par les salariés.

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au conseil d'administration pour :

- arrêter la date et les modalités des émissions qui seront réalisées en vertu de la présente autorisation en conformité avec les dispositions légales et statutaire ; et notamment fixer le prix de souscription en respectant les règles définies ci-dessus, les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, les dates de jouissance, les délais de libéralisation des actions ;
- constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites ;
- accomplir, directement ou par mandataire, toutes opérations et formalités ;
- apporter aux statuts les modifications corrélatives aux augmentations de capital social ;
- et généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire en vue de la réalisation définitive de l'augmentation ou des augmentations successives du capital social.

DIX NEUVIEME RESOLUTION

L'assemblée générale,

- connaissance prise du projet de traité d'apport partiel d'actif en date du 08 avril 2009, déposé auprès du tribunal de commerce d'Aix en Provence,
- connaissance prise du rapport rendu le 16 avril 2009 du commissaire à la scission désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce d'Aix en Provence datée du 6 avril 2009,
- connaissance prise du rapport du conseil d'administration du

17 février 2009 et du second rapport du conseil d'administration du 28 avril 2009 portant notamment sur la baisse des volumes et la prise en compte des remarques du commissaire à la scission,

- décide de réduire conformément aux préconisations du commissaire à la scission la valeur des actifs incorporels d'un montant de 14 905 000 euros en intégrant une provision exceptionnelle pour dépréciation. Il en découle que l'actif apporté passe de 72 484 991,86 euros à 57 579 991,86 euros, le passif pris en charge restant inchangé, soit un actif net apporté arrêté à 46 422 853,58 ; il est néanmoins précisé que cette décision ne modifie pas la parité d'échange mais réduit d'autant la prime d'apport qui passe de 58 827 853,58 euros à 43 922 853,58 euros ;
- connaissance prise du projet de traité d'apport partiel d'actif définitif établi sous seing privé, aux termes duquel la société Spir communication ferait apport à la société Regicom de tous ses actifs liés à la branche d'activité d'édition de journaux d'annonces gratuites généralistes sur support papier et web, moyennant la prise en charge du passif correspondant et contre l'attribution de 100.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 25 euros, entièrement libérées, à créer par la société Regicom, à titre d'augmentation de son capital, lesdites actions étant créées avec une prime d'apport globale d'un montant de 43 922 853,58 euros et portant jouissance au 01 janvier 2009.
- approuve ce projet d'apport partiel d'actif définitif et l'ensemble des termes dudit projet de traité y afférent, et, en particulier l'évaluation de l'apport qui y est stipulé ainsi que sa rémunération, sous réserve de l'approbation dudit projet d'apport partiel d'actif dans les mêmes termes par l'assemblée générale extraordinaire de la société Regicom,
- l'assemblée générale confère au président, avec faculté de délégation, les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser la parfaite exécution de ce contrat d'apport.

VINGTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale prend acte de ce que l'apport partiel d'actif sera réalisé à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire de la société Regicom approuvant cet apport partiel et décidant de l'augmentation de capital destinée à la rémunérer.

Elle subordonne le maintien de sa dix-neuvième résolution ci-dessus à la réalisation de l'apport avant la date du 31 décembre 2009.

VINGT ET UNIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs aux porteurs de copies ou extraits du présent procès verbal pour en faire tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

LISTE DES MANDATS DES MANDATAIRES SOCIAUX SPIR COMMUNICATION

AU 31/12/2008

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance « la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires durant l'exercice ».

➤ **Monsieur Philippe Léoni** exerce à la date du 31 décembre 2008 les mandats de :

- Président Directeur Général de Spir Communication SA,
- Gérant de Easy Compagnie SARL,
- Gérant Le Manège SCI,
- Président de Car&Boat Media SAS,
- Président de Carboatmedia Holding SAS

Il est par ailleurs le représentant permanent de Spir Communication SA, au sein du conseil d'administration de 20 Minutes France SAS.

Il est le représentant de Spir Communication, Président de la société Imprimeries IPS, SAS

Il est également le représentant de Spir Communication, Président de la société Regicom, SAS.

Il est enfin le représentant de la société Régicom, Président de la société RPN, SAS.

➤ **Monsieur Gérard Becue** exerce à la date du 31 décembre 2008 les mandats de :

- Administrateur de Spir Communication SA,
- Administrateur de Sofiouest SA,
- Administrateur A.C.O. 24 H du Mans.

➤ **Monsieur Francis Cartoux** exerce à la date du 31 décembre 2008 les mandats de :

- Administrateur de Spir Communication SA,
- Gérant de la SCI Les Oiseaux,
- Gérant de la SCI des Romarins,
- Gérant de la SCI de la Pommeraie.

➤ **Monsieur Louis Echelard** exerce à la date du 31 décembre 2008 les mandats de :

- Directeur Général de la Société Civile SIPA
- Vice-Président, Directeur Général Délégué de la SA Ouest-France
- Représentant de la société civile SIPA au Conseil d'Administration de la SA Société Cherbourgeoise d'Editions
- Président de la SAS Intrasipa
- Représentant de la société civile SIPA au Conseil de Surveillance de la SAS Publihebdo
- Administrateur de Spir Communication SA
- Représentant de la société civile SIPA au Conseil d'Administration de la Société des Publications du Courrier de l'Ouest
- Directeur Général délégué de la Société des Publications du Courrier de l'Ouest
- Administrateur de la Société d'Edition de la Résistance de la Presse de l'Ouest (par abréviation SERPO)
- Représentant de la SA OUEST-FRANCE au Conseil de Surveillance de Com>Quotidiens
- Membre du Conseil de Surveillance de la SA Edilarge

➤ **Monsieur François-Régis Hutin** exerce à la date du 31 décembre 2008 les mandats de :

- Président Directeur Général et administrateur de Ouest-France SA,
- Président du Conseil d'Administration et administrateur de Sofiouest SA,
- Administrateur de Spir Communication SA,
- Représentant de Ouest-France SA au Conseil de Surveillance de CFPP SA,
- Censeur de la SA Com>Quotidiens,
- Membre du Conseil de surveillance de Publihebdo SAS,
- Cogérant de Précom SARL,
- Cogérant de Prepart SCS,
- Cogérant de la société civile SIPA,

- Cogérant de la Société Civile SPGO (Société de Participation Grand-Ouest),
- Membre du Conseil de Surveillance de Edilarge SA,
- Administrateur de la Société des Publications du Courrier de l'Ouest,
- Représentant de la société civile SIPA au Conseil d'Administration de la SA Le Maine Libre,
- Représentant de SIPA au Conseil d'Administration de la Société d'Edition de la Résistance de la Presse de l'Ouest (par abréviation SERPO)
- Censeur de la SA Société Cherbourgeoise d'Editions

➤ **Monsieur François-Xavier Hutin** exerce à la date du 31 décembre 2008 les mandats de :

- Président du Conseil de Surveillance de Edilarge SA,
- Administrateur de Ouest-France SA,
- Administrateur de Sofiouest SA,
- Administrateur de Spir Communication SA,
- Membre du Conseil de Surveillance de Infomer SA,
- Gérant de la SCI de la Bellangerais,
- Gérant de la SCI Le Plessis,
- Administrateur de la Société des Publications du Courrier de l'Ouest,
- Administrateur de la SA Le Maine Libre,
- Administrateur de la Société d'Edition de la Résistance de la Presse de l'Ouest (par abréviation SERPO),

➤ **Monsieur Paul Museux** exerce à la date du 31 décembre 2008 les mandats de :

- Directeur Général de Sofiouest SA,
- Administrateur de Spir Communication SA,
- Gérant de SGIF SARL,
- Gérant de Socimmo SCI,
- Gérant de 5 rue d'Alger SCI,
- Cogérant de Prepart SCS,
- Cogérant de la SCI de Parc Logoner,
- Membre du Conseil de Surveillance de Edilarge SA,
- Président de Saint Honoré SAS,
- Représentant de SIPA au Conseil de Surveillance de Publihebdo SAS,
- Représentant de Sofiouest au Conseil d'administration de 20 Minutes France SAS,
- Administrateur de la Société des Publications du Courrier de l'Ouest.
- Représentant de la Société des Publications du Courrier de l'Ouest au Conseil d'Administration de la SA Le Maine Libre

➤ **Monsieur Camille Thiery** exerce à la date du 31 décembre 2008 les mandats de :

- Administrateur de Spir Communication SA,
- Administrateur de Concept Multimedia Switzerland SA,
- Administrateur de 20 Minutes France Sas,
- Administrateur d'ImmoFrabel SA de droit belge,
- Président de Beh Holding SAS,
- Président de Beh SASU,

➤ **Monsieur Philippe Toulemonde** exerce à la date du 31 décembre 2008 les mandats de :

- Directeur Général délégué de la SA Ouest-France,
- Cogérant de la SARL Precom,
- Gérant de la SARL Nantes Medias,
- Gérant de la SARL Frequence Ille,
- Gérant de la SARL Demo FM,
- Membre du Conseil de Surveillance de la SAS Publihebdo,
- Gérant de la société civile Maville SC,
- Président du Conseil de Surveillance de la SA Infomer,
- Administrateur de la SA Spir Communication,
- Président du Conseil d'Administration de la SA TV Web Regions,
- Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance de la SA Com>Quotidiens,
- Représentant permanent des sociétés Ouest-France, Le Courrier de l'Ouest, Le Maine Libre et Presse Océan au GIE Emploi Régions,
- Administrateur de la Société des Publications du Courrier de l'Ouest,
- Administrateur de la SA Le Maine Libre,
- Directeur Général délégué et Administrateur de la Société d'Edition de la Résistance de la Presse de l'Ouest (par abréviation SERPO),

➤ **Monsieur Henri Tracou** exerce à la date du 31 décembre 2008 le mandat d'administrateur de Spir Communication SA.

